

EN PLEIN DÉSORDRE MONDIAL



PLACE AUX MOBILISATIONS

CONGRÈS 2012 DE L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE

L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE

433, BOUL. SAINT-JOSEPH EST, MONTRÉAL QC H2J 1J6

TÉL. : 514-270-6089 **COURRIEL :** SECRETARIAT@LENTRAIDEMISSIONNAIRE.ORG

WWW.LENTRAIDEMISSIONNAIRE.ORG

Dépôt légal - 1^{er} trimestre 2013

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

Conception graphique : Fanie Clavette

Table des matières

Ouverture du congrès

SUZANNE LOISELLE 5

La dérive destructrice du néolibéralisme. Comment la contrer ?

RODOLPHE DE KONINCK 9

Qui veut voler les révolutions arabes ?

RACHAD ANTONIUS 19

Du Chili au Québec : des luttes étudiantes solidaires

MARTIN MOVILLA 27

République : un abécédaire populaire

35

Moment d'intériorité

36

L'opposition à la minière Osisko de Malartic : une mobilisation contagieuse

NICOLE KIROUAC 39

Le « printemps érable » : et maintenant ?

47

Bibliographie

49

Notre vive reconnaissance à Réjeanne Martin
pour sa précieuse collaboration à la révision des textes
et à Renaude Grégoire pour la galerie de photos.



En plein désordre mondial, place aux mobilisations

CONGRÈS 2012 DE L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE

En plein désordre mondial, place aux mobilisations

Ouverture du congrès



Suzanne Loisel

Bonjour à chacune et à chacun,

Toute l'équipe vous souhaite la bienvenue à cette autre rencontre annuelle, rencontre qui tient bon an mal an depuis plus de 35 ans...

Le rassemblement de cette année s'ouvre en pleines secousses. Nous sortons tout juste d'une période électorale intense. Bien sûr, on se réjouit de l'élection d'une femme au poste de la plus haute fonction de l'État, une première dans l'histoire du Québec. Aussi le retrait rapide de la vie politique du premier ministre sortant et l'arrivée à l'Assemblée nationale de deux députés solidaires, en changeant la donne, nous rendent un tant soit peu optimistes. Mais l'élection d'un gouvernement minoritaire soulève bien des inquiétudes pour la suite des jours.

D'autres bouleversements d'une ampleur différente surviennent ailleurs. L'actuelle guerre en Syrie cause de nombreuses morts civiles et d'importants déplacements de populations dans la région. À l'instabilité au Paraguay depuis le coup d'État du mois de juin, s'ajoutent les crises en Côte d'Ivoire, au Mali, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). La Russie durcit ses politiques et emprisonne à nouveau ses dissidents et dissidentes. Au plan économique, la débâcle frappe durement des pays tels la Grèce, l'Espagne ou l'Irlande. Là comme ailleurs, les conditions de vie des populations ne cessent de se détériorer, tout comme les services publics et les protections sociales.

Face à l'appauvrissement des populations et à la dégradation de la planète, fruits d'une croissance économique effrénée, des mobilisations s'organisent.

Nous nous retrouvons donc en plein désordre à la dimension du monde. Selon une déclaration de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) faite à la fin 2011, *le fossé qui sépare les riches des pauvres dans les pays de l'OCDE est au plus haut depuis 30 ans. Sans stratégie exhaustive de croissance solidaire, le creusement des inégalités se poursuivra.* Si c'est le cas dans les pays de l'OCDE, qu'en sera-t-il des inégalités dans des pays non-membres, les pays du Sud et du Moyen-Orient, par exemple? Pourtant sans changement systémique du modèle économique, comment stopper le creusement des inégalités, la perte massive d'emplois et l'augmentation de la dette publique de plusieurs pays?

Faut-il le répéter... le système économique actuel demeure profondément inégalitaire. Le 1% des plus riches du monde possèdent 13,8% des richesses et 20% des plus pauvres possèdent 1,27% des richesses. Selon Jean Ziegler, ancien rapporteur des Nations Unies sur l'alimentation,

un 6^e de l'humanité est maintenu dans la sous-alimentation. Toutes les cinq secondes, un enfant âgé de moins de 10 ans meurt de faim, 37 000 personnes meurent de faim tous les jours et un milliard sur les 7 milliards que nous sommes sont mutilés par la sous-alimentation permanente... cela sur une planète qui déborde de richesses.

Pourtant, depuis la crise financière de septembre 2008, 14 000 milliards de dollars ont été dépensés en Occident, selon la Banque d'Angleterre, pour remettre le système financier sur les rails. D'autres sources citées par Susan George dans le petit bouquin *Où va le monde? 2012-2022: une décennie au devant des catastrophes* confirment que ce montant est désormais dépassé et atteindrait le chiffre ahurissant de 29 000 milliards de dollars. Les décideurs publics sont plus intéressés à sauver les banques qu'à vaincre la pauvreté...

Heureusement, de plus en plus de citoyennes et citoyens prennent conscience de l'ampleur du désordre mondial dans lequel sont plongés des milliards d'êtres humains et du lien entre la crise des inégalités et la crise écologique. Face à l'appauvrissement des populations et à la dégradation de la planète, fruits d'une croissance économique effrénée, des mobilisations s'organisent. Le Sommet des peuples tenu en juin dernier en marge de la Conférence onusienne RIO+20 en est une bonne illustration. Ce rassemblement de dizaines de milliers de militants et militantes en provenance de différents continents fut un important laboratoire de réflexions sur les causes structurelles des crises actuelles, sur les limites des solutions avancées par l'ONU et par les délégations étatiques à la Conférence de Rio. Du Sommet des peuples ont émergé de nouvelles propositions pour un agenda international des luttes et des mobilisations de la société civile.

À cet agenda, on retrouve le Québec qui vient de vivre d'importantes mobilisations dont la plus inspirante fut sans contredit la lutte étudiante du printemps dernier, lutte connue au-delà de nos frontières. Plus que la revendication contre la hausse des frais de scolarité, les étudiants et étudiantes de niveau collégial et universitaire se sont battus pour un principe : le droit à l'éducation pour toutes et tous. Il s'agit d'un choix de société mettant en perspective l'égalité des chances en éducation, un choix du même ordre que l'accès aux soins pour toute la population. On est loin du discours sur les « enfants gâtés » repris *ad nauseam* par le gouvernement Charest qui n'a pu faire mieux que de les matraquer, les criminaliser par l'imposition de la Loi 12, loi aussi inique qu'injuste. Le manifeste de la CLASSE, *Nous sommes avenir*, porteur des aspirations des jeunes pour l'avènement d'un *autre monde possible*, passé presque inaperçu dans les médias, a été complètement ignoré par les élus politiques. Tous les enjeux soulevés par les organisations étudiantes lors du *printemps érable* ont été, sauf exception, presque entièrement gommés par les partis politiques lors de la dernière campagne électorale.

Pendant ce temps, de l'autre côté de la rivière Outaouais, c'est la valse des compressions budgétaires, des suppressions d'emplois, le sabotage d'organismes tel Droits et Démocratie, les coupures aux organismes de coopération internationale dont celles à Développement et Paix. Loin des caméras, sans débat public et dans la précipitation, le gouvernement Harper a adopté, à la fin de la session parlementaire de juin dernier, le projet de loi omnibus C38 qui remodèle notre pays et ses institutions en modifiant une soixantaine de lois. Et, comme si cela n'était pas suffisant, un autre projet de loi omnibus est en préparation...

Sous le règne Harper, le patriotisme militaire est plus que jamais à la mode ; les symboles et les activités à saveur militaire prolifèrent : festival culturel militaire, cérémonie à grand déploiement organisée pour rendre hommage aux soldats canadiens de retour de la mission en Libye, célébrations de la guerre de 1812. Le Canada est devenu l'un des pays les plus dépensiers en matière militaire, consacrant près de 8% de son budget pour ce secteur, selon une note publiée en février 2012 par l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS). La Défense nationale semble échapper totalement au couperet des politiques d'austérité. Hélas, la mobilisation de la population canadienne contre de telles politiques destructrices tarde à se manifester... Jusques-à-quand ?

Malgré cette apathie face aux mesures rétrogrades du gouvernement conservateur, des mobilisations sont en marche au pays et aussi un peu partout dans le monde pour contrer la dérive des gouvernements : le Mouvement des Indignés, les Forums sociaux mondiaux, les mobilisations étudiantes en sont les meilleurs exemples. Permettez-moi de saluer ici le très courageux mouvement de résistance des religieuses américaines dans leur réponse à la mise en tutelle de Rome imposée en avril dernier à la Conférence du leadership de la vie religieuse féminine des États-Unis mieux connue sous le sigle LCWR. Connaissant la grande contribution des religieuses américaines en faveur de la dignité humaine et de la justice sociale tant à l'intérieur que hors des frontières de leur pays, des témoignages de solidarité en provenance des quatre coins de la planète leur ont été adressés. C'est à la lumière de tous ces mouvements d'indignation populaire qu'a germé la préparation du présent congrès et le choix de la thématique *En plein désordre mondial, place aux mobilisations*.

D'entrée de jeu ce matin, Rodolphe de Koninck analysera la dérive actuelle du néolibéralisme et ses conséquences destructrices sur la vie des populations à partir d'exemples pris à travers le monde, spécialement dans les pays d'Asie qu'il visite régulièrement depuis plus de quarante ans.

En après-midi, Rachad Antonius présentera les enjeux des récents soulèvements populaires dans les pays du Maghreb, en Égypte et maintenant en Syrie. Ces révolutions arabes posent de manière claire les questions de l'égalité, de la démocratie et de la souveraineté de ces pays. Avec lui, nous nous interrogerons sur l'avenir de ces processus de transition politique.

Quant à Martin Movilla, il nous entretiendra de l'évolution et de la portée des luttes étudiantes menées en Amérique latine et au Québec. À partir de stratégies différentes mais porteuses d'objectifs communs, nous verrons en quoi ces luttes contribuent à des transformations sociales significatives.

face aux mesures rétrogrades du gouvernement conservateur, des mobilisations sont en marche au pays et aussi un peu partout dans le monde pour contrer la dérive des gouvernements : le Mouvement des Indignés, les Forums sociaux mondiaux, les mobilisations étudiantes en sont les meilleurs exemples.

Dans la matinée de dimanche, Nicole Kirouac présentera ses réflexions sur l'histoire de la lutte de gens de Malartic en Abitibi contre la minière Osisko. Avec elle, nous réfléchirons sur les motivations qui ont poussé la population locale à s'impliquer dans cette lutte et sur les valeurs portées par cette mobilisation devenue contagieuse.

Comme vous le savez si bien, la préparation de ce congrès est le fruit d'un travail collectif. Que toutes les personnes qui ont y contribué en soient ici chaleureusement remerciées :

- l'équipe de L'EMI : Gerardo Aiquel, Micheline Malboeuf, Denis Tougas, équipe bien appuyée par Jeannette Thiffault à l'administration
- la conférencière et les conférenciers invités : Nicole Kirouac, Rodolphe De Koninck, Rachad Antonius et Martin Movilla
- les membres de la table ronde : Maxime Boucher, France Labrie et Marco Veilleux
- l'animatrice du congrès, Michèle Asselin
- la responsable du moment d'intériorité, Renaude Grégoire
- Fanie Clavette, graphiste, pour le design des outils de communication
- l'équipe de bénévoles à l'accueil et aux kiosques de solidarité
- Jeanne Lemire et le personnel de la Librairie Paulines
- chacune et chacun de vous pour votre présence.

C'est grâce au généreux soutien financier des sociétaires de L'EMI, de Développement et Paix et de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) que la tenue de ce congrès a été rendue possible. Soyez-en chaleureusement remerciés.

En terminant, je m'en voudrais de ne pas faire mémoire de deux personnes engagées dans le mouvement de transformation sociale et disparues au cours de l'année. Je pense à la militante syndicale et féministe, Madeleine Parent. Fondatrice avec son compagnon de la Confédération des syndicats canadiens (CSC/CCU) et membre fondatrice du Comité canadien d'action sur le statut de la femme (CCA/NAC), elle a lutté toute sa vie pour l'équité salariale et pour la défense des droits des femmes immigrantes et autochtones. Nous a aussi quittés au début de l'été Benoît Fortin, frère capucin bien connu de L'EMI et dont l'engagement avec les personnes appauvries d'ici ne s'est jamais démenti. Sa longue et difficile lutte pour la syndicalisation des travailleuses et des travailleurs de l'hôtellerie est une source d'inspiration pour nos luttes présentes et futures. La disparition de Madeleine et Benoît a appauvri nos réseaux de solidarité, mais leur héritage demeurera stimulant pour la suite de nos engagements.

Le congrès 2012 est maintenant ouvert ! Je vous le souhaite riche en débats et en réflexions. Bon congrès à chacune et à chacun !



Ouverture du congrès

La dérive destructrice du néolibéralisme. Comment la contrer ?



RODOLPHE DE KONINCK

► Professeur de géographie à l'Université de Montréal, titulaire de la Chaire de recherche senior du Canada en études asiatiques. Ses travaux concernent en priorité les enjeux agricoles et environnementaux en Asie du Sud-Est et, par extension, en Chine et en Inde. Il est l'auteur de plus de vingt ouvrages dont *Le Monde à la Carte*, un manuel scolaire largement utilisé. Son plus récent ouvrage, intitulé *Gambling with the Land. The Contemporary Evolution of Southeast Asian Agriculture* et cosigné avec Jean-François Rousseau, a été publié à la fin de 2012 par National University Press of Singapore.

Introduction

Le choix du thème de ma présentation est plutôt ambitieux : démontrer pourquoi il faut se mobiliser, pourquoi il est indispensable de prendre position et comment on peut contrer ce que j'appelle l'ennemi numéro un : le néolibéralisme.

Pour saisir la nature du néolibéralisme, quelques rappels, un peu scolaires, sont indispensables.

Premièrement. Le libéralisme est un mouvement de pensée, une philosophie sociale qui a accompagné une transition fondamentale dans l'histoire du monde, la transition agraire — certains parlent plutôt de transition industrielle — laquelle a contribué à la transformation des sociétés agraires en sociétés industrielles.

Deuxièmement. On considère en général que la révolution industrielle a été amorcée en Angleterre et que c'est à partir de là que le modèle s'est répandu à travers l'Europe. Il s'agissait du passage d'une société reposant sur des activités d'abord agricoles et caractérisée par des relations sociales de type agraire à une société s'appuyant sur un mode de production industriel et urbain étroitement associé au capitalisme, lequel l'a finalement définie.

Troisièmement. Cette transition, qui s'est déroulée pendant plusieurs siècles et qui a culminé au XIX^e, s'est appuyée sur l'appropriation des terres communales ou plus exactement sur la fermeture de l'accès à ces terres, jusqu'alors laissées à la disposition des communautés paysannes. À travers l'Angleterre, les communes, ainsi qu'on les appelait, ou communaux en France permettaient aux dites communautés de survivre malgré des conditions de vie précaires, ce qui comprenait l'obligation de verser aux grands propriétaires terriens, les seigneurs, la moitié de la production issue des terres très exigües qui leur étaient confiées. Les communes étaient des espaces non clôturés, généralement couverts moitié en forêts, moitié en pâturages, où habituellement tous les membres de la communauté rurale avaient le droit de faire pacager des animaux, pratiquer la chasse, la pêche et la cueillette en forêt. Ces communes pouvaient couvrir jusqu'à 25 %, 30 % voire 40 % du territoire d'une seigneurie. Signalons que, pendant le Régime seigneurial, de telles communes ont été mises place au Québec, notamment dans les îles du lac Saint-Pierre où *plusieurs fonctionnent encore partiellement de nos jours* (De Koninck, 2000).

En Angleterre, à compter du XVII^e siècle, soit deux siècles après que le mouvement ait été initié (Bradley, 1918), les seigneurs ont accéléré la fermeture des communes afin de se les approprier entièrement et y élever des moutons en grand nombre. Pourquoi ? C'est qu'à l'époque, on commençait à savoir mieux tisser la laine, non plus avec un simple rouet, mais avec des métiers à tisser, ce qui permettait d'accroître considérablement la productivité. Si l'on veut produire plus de tissu de laine, il faut disposer de plus de laine. Et pour produire plus de laine, il faut plus de pâturages. Les seigneurs se sont donc appropriés ce qui permettait aux paysans de survivre, de joindre les deux bouts, c'est-à-dire les communes, dont ils interdirent l'accès aux paysans. En clôturant les communes — d'où le terme d'*enclosures* — ils pouvaient y faire pacager leurs propres troupeaux. Le processus d'appropriation a mis un bon siècle et demi à atteindre un seuil suffisant. Suffisant pour que vers la fin du XVIII^e siècle, la situation caractéristique soit à peu près la suivante. D'un côté, à la campagne, un grand nombre de paysans étaient soit ruinés,

soit incapables de survivre du produit de leur petit lopin de terre alors qu'ils étaient désormais privés de ce surplus vital que leur assurait l'accès aux terres communales. De l'autre côté, dans les villes, les seigneurs pouvaient acheminer de la laine en quantité suffisante pour y approvisionner les manufactures qu'ils y avaient ouvertes afin de faire tisser la laine à grande échelle. Expropriés de leurs terres, les paysans sont devenus tellement pauvres qu'ils ont dû migrer vers les villes, et y vendre leur force de travail dans les manufactures. L'industrie du tissage de la laine, mécanisée puis industrialisée, s'est ainsi développée et joua un rôle central dans la révolution industrielle anglaise.

Quatrièmement. Au développement des techniques de tissage de la laine s'est progressivement ajoutée une amélioration des techniques de tissage du coton. Or, le coton ne peut être cultivé dans les pays froids, mais seulement dans des pays à climat de type méditerranéen, tropical à saison sèche ou même semi désertique, et disposant d'une main-d'œuvre abondante, tels, à l'époque, l'Égypte et l'Inde. Le désir de contrôler et accroître la production du coton a donc compté parmi les objectifs importants des conquêtes anglaises tant en Égypte qu'en Inde, tout comme, ultérieurement le développement de la colonie américaine. La recherche du coton pour faire tourner les métiers à tisser anglais a été, en quelque sorte, l'un des moteurs fondamentaux du colonialisme. Il s'agit bien ici de colonialisme et non d'explorations, celles-ci étant déjà suffisamment avancées au XIX^e siècle pour que soit accélérée la mise en place des impérialismes coloniaux.

Le coton prélevé dans ces pays, tout comme plus tard ailleurs en Afrique, a permis d'accélérer l'industrialisation, la mécanisation du traitement du coton s'étant développée bien davantage que celle de la laine et ayant permis de décupler la productivité de l'industrie du textile. Car, pour des raisons techniques, la laine ne peut se tisser de façon aussi massive, aussi industrielle que le coton. On le constate aujourd'hui, ce dernier est beaucoup plus répandu que la laine dans la fabrication des vêtements à travers la planète. Bref, le coton est la fibre naturelle par excellence pour l'industrie du vêtement.

Pourquoi évoquer tout cela ? Pour comprendre les origines de la déstructuration des communautés rurales. D'abord dans les pays industriels par les mécanismes de mise en place de l'industrialisation qui, d'une part, videra partiellement les campagnes en les appauvrissant et, d'autre part, consolidera la mainmise des pays métropolitains sur leurs colonies. À l'évidence, des siècles d'histoire sont ici résumés à outrance, vous l'aurez constaté !

Cinquièmement. Il faut retenir que cette transition ne s'est pas faite sans violence, loin de là, car la violence a souvent été une composante centrale des processus dits de transition. Ce fut notamment le cas des méthodes utilisées par les Britanniques pour établir leur mainmise sur le sous-continent indien. Il faut savoir que, depuis longtemps déjà, les Indiens cultivaient le coton et le transformaient de façon artisanale pour approvisionner tant le marché local que les exportations. Au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, pour éliminer la concurrence tout en envahissant le populeux marché indien, très demandeur de tissus de coton, les Britanniques ont donc systématiquement fait mutiler les tisserands indiens, ce qui représente un épisode particulièrement sanglant et barbare de l'histoire coloniale. [Ces tisserands étaient concentrés dans le Bengale, c'est-à-dire dans le nord-est de l'Inde, région qui comprend l'état indien du Bengale occidental, centré sur la mégapole Calcutta et le Bangladesh, lesquels rassemblent aujourd'hui près de 250 millions d'habitants !]. L'industrie des cotonnades anglaises a pu ainsi conquérir bien des marchés, dont partiellement celui de l'Inde, jouant un rôle clé dans l'industrialisation même de la métropole.

Le développement de l'idéologie néolibérale

Pour faire mieux accepter l'expansion du capitalisme, il a fallu imposer le libéralisme comme philosophie sociale, le discours autojustificateur encadrant cette transition vers un véritable système n'ayant jamais cessé de se perfectionner. On reconnaît à cette idéologie quelques caractéristiques fondamentales.

Premièrement. La pensée soutenant le libéralisme magnifie la liberté de l'entreprise à un point tel que ses théoriciens ont affirmé que la liberté prévalait sur le bien. Il n'est plus question de bien ou de mal, mais plutôt de liberté ou de non-liberté. Aujourd'hui, les « libertariens » américains, nombreux, reprennent cette thèse libérale, prétendant que la valeur suprême n'est pas le bien, mais la liberté. La liberté d'entreprise, bien sûr, accompagnée par l'assertion voulant que le marché corrige toutes les erreurs. Le discours néolibéral consiste, en effet, à reconnaître que, bien qu'il puisse parfois commettre des erreurs, le marché — cette espèce de *deus ex machina* — finit par les corriger. Le laissez-faire serait donc la condition indispensable à la mise en place et au développement du libéralisme et donc du capitalisme. Le libéralisme devient ainsi le discours qui encadre le capitalisme et qui affirme la primauté tant de l'appropriation privée que de la liberté d'entreprise, quelles qu'en soient les conséquences.

Pour faire mieux accepter l'expansion du capitalisme, il a fallu imposer le libéralisme comme philosophie sociale, le discours autojustificateur encadrant cette transition vers un véritable système n'ayant jamais cessé de se perfectionner.

Deuxièmement. Il faut rappeler que, pour les jusqu'« aboutistes » du libéralisme, au-delà du dogme selon lequel le marché détermine tout, celui-ci passe avant la planification, avant l'État. De nos jours, la thèse des néolibéraux, c'est que l'État ne peut ni remplacer ni réglementer totalement le marché, car celui-ci doit rester libre, autonome ! Sans hésitation on va jusqu'à affirmer que tous les problèmes sociaux ne peuvent ultimement être réglés que par le marché, par les échanges. Il faut donc, ajoute-t-on, multiplier les échanges et pour cela augmenter la production.

Troisièmement. Un tel raisonnement va favoriser le développement de toutes sortes d'infamies, en commençant par le racisme. Ainsi, ceux qui ne savent pas tirer leur épingle du jeu du marché, tels les femmes et les Noirs, plus particulièrement, seront considérés, par définition, comme des êtres inférieurs. Au cours des XIX^e et XX^e siècles, alors que le libéralisme se développe, l'Afrique stagne ou régresse en devenant de plus en plus soumise aux visées impérialistes alors que se consolident les thèses racistes, thèses qui, de nos jours, persistent ici et là.

Quatrièmement. Le libéralisme ne s'accommode, bien sûr, que d'une seule idéologie. Car, ses défenseurs refusent toute organisation de la société où l'État prendrait un rôle plus important que le sien, plus grand que le marché. Ainsi, soit dit en passant, les religions ne sont pas acceptées non plus. On s'en accommode simplement ou, mieux encore, on les manipule. Toutes les valeurs véhiculées par les religions sont rejetées, si ce n'est celle de la liberté, jusqu'à la liberté d'abattre son voisin et de lui demander une explication ensuite. Je caricature, mais aux États-Unis, le droit, si l'on se sent menacé, d'abattre son voisin, qui peut très bien être un proche parent, est en quelque sorte inscrit dans la Constitution. Cela découle de la thèse selon laquelle la liberté est absolue. Bref, comme en témoigne à l'heure actuelle la dérive du Congrès américain, l'État est considéré subalterne et n'est toléré qu'à la condition qu'il ne serve qu'à faciliter ou à protéger la liberté du marché, lequel décide du sort du monde.

L'important à retenir dans la thèse du libéralisme, avant qu'il ne se mute dans ce qu'on nommera le néolibéralisme, c'est que la communauté d'affaires est conçue, perçue comme la communauté responsable du sort de l'humanité.

Cinquièmement. Il faut aussi comprendre que les tenants de ces thèses mènent également un combat contre l'autosuffisance. L'une des règles apparaissant dans les textes des fondateurs, tels Adam Smith et autres, consiste à affirmer que l'autosuffisance, dans quelque domaine que ce soit, doit être combattue. Car selon ces théoriciens, les marchés équilibrent tout. Si un pays se révèle meilleur producteur de blé qu'un autre, ce dernier devra cesser sa production de blé, celui qui en produit en excédent ayant le droit de « dumper » son blé, si vous me permettez l'expression, de le déverser sur le marché de celui qui ne peut pas en produire avec autant d'efficacité. On perçoit où cela peut mener. Le choix du producteur le plus efficace, ou prétendu tel, devient crucial selon la thèse libérale. Dans certains cas, ce choix devient certes inévitable ; ainsi le coton ne peut être produit sous les latitudes boréales, ou le sirop d'érable dans les plaines équatoriales ! Par contre, on peut réaliser bien des cultures vivrières tant dans les pays dits tempérés que dans ceux tropicaux ou semi-désertiques. Mais à partir du moment où l'on juge insuffisante l'efficacité d'un pays ou d'une région à faire compétition à ceux qui produisent de façon dite plus efficace et plus libre, il sera permis au plus productif de casser les marchés locaux et de se les accaparer. D'où l'existence d'organisations internationales sur lesquelles nous reviendrons dans un moment.

Sixièmement. La seule chose avec laquelle le libéralisme finit par s'accommoder, c'est la Nation. Voilà un phénomène historique fondamental. Les États sont acceptés par les tenants du marché, dans la mesure où ils en permettent le fonctionnement, mais seulement tel que les entrepreneurs le souhaitent. L'important à retenir dans la thèse du libéralisme, avant qu'il ne se mute dans ce qu'on nommera le néolibéralisme, c'est que la communauté d'affaires est conçue, perçue comme la communauté responsable du sort de l'humanité. C'est, en effet, selon la perception néolibérale, l'entrepreneur, et non pas l'élu politique, surtout pas le travailleur social, pas le médecin, pas l'artiste, pas le théologien, pas le philosophe, pas le penseur, surtout pas l'universitaire, c'est l'homme d'affaires, dit-on, qui dicte le destin des sociétés.

Du libéralisme au néolibéralisme

Alors, que se passe-t-il lorsque ce libéralisme entraîne la quasi destruction de l'humanité avec la Deuxième Guerre mondiale (DGM) et ses suites ? Il cherchera à mieux baliser ce qui a été à l'origine de la destruction, à savoir la lutte pour les marchés. Car il faut rappeler

La DGM fut une guerre de marché associée au fascisme et autres idéologies racistes issues de l'intolérance du libéralisme ne reconnaissant pas le principe de l'égalité entre tous les peuples, entre toutes les personnes, ni la liberté d'accéder à autre chose qu'à l'argent.

que le Japon est entré en guerre contre les États-Unis et vice-versa pour une question de marché : celui du Pacifique, du pétrole, du Sud-Est asiatique, etc. Tout le reste est discours. Fondamentalement, la DGM fut une guerre de marché associée au fascisme et autres idéologies racistes issues de l'intolérance du libéralisme ne reconnaissant pas le principe de l'égalité entre tous les peuples, entre toutes les personnes, ni la liberté d'accéder à autre chose qu'à l'argent. Cette idéologie doit donc être imposée, par la guerre s'il le faut. D'ailleurs, dans les textes classiques du libéralisme, les guerres peuvent être dites justes. Elles le sont si elles servent à ouvrir les marchés et garantir la liberté d'entreprises. Dans les textes et dans les faits.

Quoi qu'il en soit, pendant la première moitié du XX^e siècle, l'exercice absolu de la soi-disant liberté a failli faire disparaître ses principaux tenants. Le plus fort de tous, à savoir les États-Unis, a dû mettre les choses au point. Ensuite, les États dits libres se sont enfin concertés pour tenter de réorganiser le monde. C'est ainsi qu'une renaissance néolibérale a été amorcée après la Deuxième Guerre mondiale, connaissant une phase d'accélération cruciale à la fin des années 1970 lorsque débutèrent les règnes d'abord de Ronald Reagan aux États-Unis, puis de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne tout comme de Deng Xiaoping en Chine.

Un bref retour sur les principes de la production dite capitaliste

Ce type de production est soumis à l'absolue nécessité du profit. Pas question de produire quoi que ce soit, par exemple un bien essentiel comme du pain, si cela ne rapporte pas de profit. Dans un tel système, on ne produit pas de la nourriture pour nourrir. On produit de la nourriture pour réaliser un profit. Si cela permet de nourrir des gens, tant pis ou tant mieux. Et ici je ne fais pas de l'ironie. De nos jours, une bonne partie de la production agricole n'a pas comme premier objectif de nourrir les gens, mais d'abord et surtout d'assurer des profits. Le principe fondamental est donc la mise en place d'un mode de production assurant du profit, peu importe, peu ou prou, les conséquences et les retombées autres que du profit.

D'où provient le profit ? En termes d'économie politique, on parle de plus-value. Prenons le cas d'une manufacture où l'on fabrique des souliers. Des coûts doivent, bien sûr, être assumés par le propriétaire de l'entreprise (Aujourd'hui, on dirait plutôt par les dirigeants qui auront, ultimement, à verser des dividendes aux actionnaires). Ces coûts comprendront ceux que l'on peut qualifier de fixes, ce qui comprend ceux encourus pour l'achat des terrains, des bâtiments et de la machinerie, dont il faudra par ailleurs assurer l'entretien ; il y aura les dépenses pour l'achat des matières premières, au premier chef le cuir, mais aussi pour celui de l'énergie et, enfin, pour les salaires. L'objectif pour l'entreprise sera donc de s'assurer que la somme de ces déboursés, le capital fixe, le roulant et les salaires, soit inférieure au prix obtenu pour les souliers produits. La différence s'appelle la plus-value, intimement reliée au profit.

De nos jours, une bonne partie de la production agricole n'a pas comme premier objectif de nourrir les gens, mais d'abord et surtout d'assurer des profits.

Une caractéristique fondamentale de l'évolution de ce type de production se retrouve dans la baisse tendancielle du taux de profit. Disons que, dans l'usine en question, pendant une année, le propriétaire dépense un million de dollars pour amortir les dépenses en immobilisation, l'entretien des bâtiments et de la machinerie, ce qui peut comprendre son remplacement, un autre million pour l'énergie et les autres approvisionnements et un million pour les salaires et tout ce qui peut leur être relié ; et que pour la vente, disons, de 100 000 paires de souliers, il touche quatre millions de dollars. Le propriétaire réalise alors un profit d'un million de dollars. Mais, alors que le prix du cuir se met à grimper, de même que celui de l'énergie, les syndicats se manifestent et demandent des salaires un peu plus élevés pour les ouvriers qui doivent eux-mêmes composer avec des hausses de prix de toutes sortes. Finalement, si les coûts sont portés à trois millions et demi de dollars, le profit ne sera plus que de 500 000 dollars. Comme l'entrepreneur ne peut pas toujours hausser son prix de vente de façon équivalente, il en résulte pour lui ce que l'on appelle une baisse tendancielle du taux de profit.

Au fil du temps, les prix des biens connaissent ainsi une hausse constante. Fondamentalement, et fort heureusement, la raison principale tient aux revendications des travailleurs. Évidemment, autant que faire se peut, ils sont payés au « salaire minimum ». Ainsi, au début de la révolution industrielle, on payait les travailleurs uniquement pour qu'ils se « reproduisent ». On appelait cela la reproduction de la force de travail. Ainsi, les travailleurs salariés étaient rétribués suffisamment pour se nourrir, se loger ; travailler puis se loger, puis travailler et se loger et se nourrir juste assez pour avoir la force de retourner au travail... Au début de ladite révolution cela pouvait signifier 12 à 15 heures de travail par jour, y compris pour les enfants.

Depuis, malgré l'amélioration des conditions de travail, une règle demeure : la baisse tendancielle du taux de profit oblige le capitaliste à faire autre chose que de faire produire, année après année, le même nombre de paires de souliers. Que doit-il alors entreprendre ? Élargir son marché. Pour contrer la baisse tendancielle du taux de profit, il doit en effet accroître ses ventes. Cette logique mène ultimement à l'absurde. Ouvrir le marché signifie aller vendre des souliers en dehors du bassin d'origine, sortir du pays en quelque sorte et, par exemple, aller détruire l'industrie du cuir et de la chaussure à l'étranger afin d'y ouvrir le marché aux souliers fabriqués en Angleterre. Cela s'est effectivement passé au XIX^e siècle. Car, malheureusement, il n'y a pas que l'industrie des cotonnades indiennes à avoir été détruite au nom de la liberté du marché !

Pour augmenter les profits, il faut donc élargir le marché, mais aussi accroître la productivité, en augmentant le volume même de la production assurée par le travail ; bref il faut augmenter la productivité du travail. Cette dernière exigence passera par un meilleur outillage. Car, il faut comprendre que, pour un entrepreneur, ultimement, les machines coûtent toujours moins chers que les travailleurs. Sur le long terme, 100 travailleurs seront remplacés par une machine, puis ce sera 1 000 travailleurs qui seront remplacés, etc. En conséquence, une expansion du marché sera à nouveau nécessaire. Ainsi, dans cette extraordinaire loi de l'offre et de la demande, de la demande et de l'offre, *ce sera l'offre qui progressivement conditionnera le marché*. Ce ne seront plus les besoins réels de la société, des populations du monde qui détermineront la croissance de la production. Cette fameuse course à la croissance dont on nous vante toujours les mérites (« on va créer de l'emploi en créant de la croissance »), fait partie du discours qui contredit et renverse la réalité. L'augmentation de la production est souhaitée non pas pour répondre à une demande, mais pour produire plus. Pourquoi ? Parce que la seule réelle source de profit — au delà des distorsions induites par les marchés financiers, essentiellement prédateurs — se trouve dans la production. Celle-ci demeure essentielle à l'équation qui permet la création de la plus-value. Tout cela est à la fois compliqué et simple. Peu importe, il faut s'en rappeler et l'avoir toujours à l'esprit.

Il faut s'en rappeler aussi pour comprendre pourquoi la publicité commerciale est aussi omniprésente et envahissante. Car dans nos sociétés marchandes à l'excès, la publicité a tout envahi à nous en rendre malades. Ainsi, les bulletins d'information de bien des chaînes nationales de plusieurs pays du monde font de la publicité pour tout et n'importe quoi. Selon quelle logique ? Pourquoi ? Bien sûr, cela rapporte de l'argent aux chaînes. Mais fondamentalement, l'objectif est de faire vendre, d'accroître la consommation. Peu importe le besoin des gens en souliers, peut-être n'ont-ils besoin que de deux paires, mais cela n'a pas d'importance, on veut leur en vendre 25 paires... Tout comme leur vendre bien d'autres choses plus ou moins nécessaires. L'obsolescence des produits est ainsi de plus en plus programmée, ceux-ci étant conçus pour ne durer qu'un nombre limité d'années, ce qui est notamment le cas des appareils électroménagers et des ordinateurs.

Bref, la demande et surtout les besoins ne représentent plus ce qui oriente le développement de la production au sein des sociétés, c'est plutôt l'offre qui y parvient, celle des entrepreneurs et des entreprises. Même si cela peut amener à produire n'importe quoi. Car il ne s'agit plus de produire ce qui est nécessaire à la société, par exemple des aliments sains. Ainsi, de nos jours, dans un supermarché, il est commun de pouvoir ou devoir choisir parmi soixante-douze sortes de céréales, deux cent sortes de croustilles ou autres poisons. Mais pourquoi offre-t-on autant de sortes de céréales ? Pourquoi autrefois une céréale à laquelle on pouvait ajouter un peu de sucre et de fruits ne conviendrait-elle plus maintenant ? Parce qu'en vendant plutôt des boîtes de céréales dans lesquelles il y a du sucre, du sel, du gras, des fruits — tout ce qu'on peut imaginer — on écoule plus de marchandises. Cela permet de donner plus de valeur à la céréale vendue, en l'occurrence le maïs, le blé, l'avoine ou le riz. Cela permet de doubler, de tripler, de quadrupler le prix de cette même céréale en lui donnant le plus de valeur possible à travers le marché, même si la demande n'existe pas encore. Car celle-ci viendra, parce que suscitée par la publicité qui en arrive à créer des besoins véritables ou sentis tels. Ainsi on accentue le goût du sucre, les enfants ne savent plus se contenter d'un simple bol de céréales, dans lequel ils ajouteraient un morceau de banane et, disons, quelques grammes de sucre. On leur offre plutôt des bols de céréales dans lesquels se trouvent déjà 25 grammes de sucre et bien d'autres additifs plus ou moins alimentaires, ce qui à la longue a des conséquences désastreuses sur leur santé. On pourrait multiplier les exemples. Car, dans nos sociétés tout pousse à la surconsommation et au gaspillage, bien des gens omettant de se demander s'ils ont vraiment besoin de tout ce qu'ils achètent.

Les étapes de la consolidation du néolibéralisme

À la suite de la désastreuse Deuxième Guerre mondiale, les grands pays industriels ont dû convenir de la nécessité d'un minimum de concertation pour reconstruire nombre de pays dévastés et relancer l'économie mondiale. C'est ainsi que sont nés des organisations internationales telles l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque Mondiale (BM) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le mandat de plusieurs consistait, d'une certaine façon, à baliser les ardeurs des entreprises et encadrer les grands consortiums qui commençaient alors à se mettre ou à se remettre en place, puis de leur préparer le terrain dans ce qu'on va appeler de plus en plus le Tiers-Monde.

À partir de la fin des années 1950, la croissance économique mondiale s'est considérablement accélérée, en bonne partie grâce aux programmes de reconstruction de l'Europe. Par ailleurs, induites par les indépendances, les transformations politiques en Afrique ont été majeures. Un ajustement apparaissait donc nécessaire, car les mécanismes d'exploitation des ressources des pays de la périphérie ne convenaient plus, notamment et justement en Afrique. Quant à l'Asie, les perspectives s'y annonçaient de plus en plus intéressantes pour ceux qui recherchaient de nouveaux marchés. Ce changement s'avérera crucial à la fin des années 70, alors que la suraccumulation du capital dans les pays industriels pose de plus en plus problème.

Quelle en est l'origine principale ? Il s'agit des deux crises du pétrole de 1973 et 1979, qui vont faire grimper en flèche le prix du carburant. Les plus gros exportateurs, en particulier les membres arabes de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) — eux-mêmes regroupés au sein de l'OAPEP — l'Arabie Saoudite en tête et un certain nombre de pays dits du Golfe dont l'Iran, ainsi que la Libye — vont accumuler des sommes phénoménales. Mais, sans structure industrielle, un pays comme l'Arabie Saoudite engrangeant des surplus, disons, de 100 milliards de dollars en l'espace de deux ans, fait face à un problème ! Construire quelques routes et gratte-ciel, et même de très coûteux réseaux d'irrigation ne suffit pas. Il faut aux grands exportateurs de pétrole pouvoir investir et faire croître davantage leurs surplus, en les confiant aux banques, dont la principale fonction, rappelons-le, est de faire fructifier les petites et grandes épargnes, les grandes fructifiant mieux, en particulier pour les banques elles-mêmes !

Ce furent alors les grandes banques occidentales qui, telle la First National City Bank, se chargèrent de rassembler ces capitaux colossaux et de les investir en Chine (Harvey, 2005). Pourquoi en Chine tout à coup ? Parce qu'après la mort du président Mao Tsé-Toung en 1976, plus exactement à compter de 1978, la Chine alors dirigée par le président Deng Xiaoping a choisi l'ouverture au marché mondial comme solution aux problèmes du pays. À cette fin, il fallait décupler la production et les exportations. En bref, les étapes suivantes furent franchies.

Premièrement. Dans les campagnes, la décollectivisation de l'agriculture fut amorcée, alors que les communes populaires étaient démantelées en quelques années.

Deuxièmement. Parallèlement de nouveaux systèmes de responsabilité étaient mis en place, accélérant la privatisation du secteur agricole. Ainsi, les petits producteurs familiaux obtinrent progressivement la permission de produire comme ils le souhaitaient des surplus, ce qui a mené à un accroissement de la productivité du travail et à un enrichissement dans les campagnes (De Koninck, 1985).

Troisièmement. Apparaît alors tout aussi rapidement la formation dans les campagnes d'un surplus de main-d'œuvre atteignant près de 100 millions de personnes au début des années 1980.

Quatrièmement. C'est à ce moment que la Chine, en conjonction avec les grandes entreprises occidentales, General Electric en tête, a ouvert sur tout son littoral, de la Mandchourie jusqu'à l'île de Hainan, de grands parcs industriels rassemblés au sein de vastes zones franches. Ainsi tout au long de quelques 2 800 km de littoral se sont développés des pôles industriels qui progressivement allaient employer plus de 80 millions de personnes touchant des salaires très peu élevés. Un vrai paradis pour les multinationales de l'industrie qui, comme General Electric, sont toujours à la recherche de *cheap labour*. Le statut de zones franches (zones extraterritoriales dans un État) accorde, en effet, aux entreprises étrangères non seulement le droit d'investir dans un périmètre donné et de recruter une main-d'œuvre à laquelle elle pourra verser de faibles salaires, mais aussi des conditions fiscales avantageuses. Certains États, plus progressistes que d'autres, exigent que les entreprises internationales forment des travailleurs sur place, des ingénieurs, par exemple, afin d'y laisser, après leur départ, une plus-value en quelque sorte. D'autres États n'ont pas ces préoccupations et ne réclament que l'embauche de travailleurs locaux dont les salaires feront malgré tout croître l'économie locale (Bost, 2010).

Cinquièmement. Ainsi les coûts de production pour les entreprises étrangères s'établissant dans les zones franches seront abaissés grâce au recours à une main-d'œuvre bon marché, ce qui leur permettra d'engranger des profits considérables. C'est ce qui explique l'invasion sur les marchés, à partir du début des années 1980, de la pacotille chinoise devenue avec le temps, des biens industriels et des biens de consommation de meilleure gamme. Tout cela a permis, enfin, aux centaines de milliards de dollars accumulés par des banques occidentales de fructifier.

L'Asie devient alors la bouée de sauvetage du développement du néolibéralisme, ce néolibéralisme qui prêche agressivement la présence des marchés sur tout, notamment par la privatisation

L'Asie au secours du néolibéralisme

Ce tournant est crucial (Harvey 2005). L'Asie devient alors la bouée de sauvetage du développement du néolibéralisme, ce néolibéralisme qui prêche agressivement la préséance des marchés sur tout, notamment par la privatisation (De Koninck 2008). Car c'est bien ce qui est advenu, à cette époque, aux États-Unis et en Angleterre. Les deux chantres de ce néolibéralisme, Ronald Reagan aux États-Unis et Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, en ont été les plus ardents propagandistes ayant comme objectifs la destruction des syndicats locaux, la baisse des salaires, et la privatisation d'un nombre maximal de services publics. Ainsi, British Rail, une entreprise modèle, à l'époque aussi efficace que la SNCF en France, fut tout de même bradée au secteur privé par le gouvernement de madame Thatcher. Aujourd'hui la qualité des services ferroviaires en Grande-Bretagne apparaît nettement inférieure à celle des services qu'offre la SNCF. La principale raison, c'est qu'en Grande-Bretagne on a appliqué une pratique propre au néolibéralisme, à savoir la multiplication des contrats et sous-contrats. En effet, une fois la privatisation accomplie au bénéfice de gros acheteurs, ceux-ci signent de multiples sous-contrats. La pression pour rabaisser les coûts s'exerce alors d'une façon tellement diffuse que, finalement, le service offert n'est plus à la hauteur de celui qui était assuré initialement par une compagnie nationalisée. Quant au président Reagan, il a, de son côté, cassé le syndicat des contrôleurs aériens, ce qui a contribué à sa gloire auprès des lobbys néolibéraux et lui a facilité la tâche de déréglementation tous azimuts qu'il a entreprise. Le président George W. Bush a poursuivi cette tâche avec une telle intensité que les États-Unis sont désormais un pays en déficit flagrant de civilisation.

Alors que l'agriculture des pays industriels est fondée sur le gaspillage, leurs dirigeants, de connivence avec ceux des multinationales du secteur agro-alimentaire, font tout pour entraver la recherche de l'autosuffisance alimentaire dans les pays pauvres.

Cette conjonction d'événements et de décisions politiques a donc permis aux économies occidentales, alors sur le point de sombrer sous les coups de la dévaluation monétaire et d'une récession systématique, de s'en sortir. La machine s'est remise en marche en faisant produire et surtout surproduire en grande partie grâce à la Chine. Le modèle a donc été redéfini. Depuis lors, il a été appliqué ailleurs, particulièrement dans les pays du Sud-Est asiatique, tels l'Indonésie et le Vietnam, mais aussi de plus en plus en Inde, au Pakistan et au Bangladesh. Car le sous-continent indien, où les salaires sont encore bien moins élevés qu'en Chine, fait à son tour l'objet de beaucoup d'attention de la part des investisseurs internationaux à la recherche de bas salaires. Il s'agit toujours de cette fameuse baisse tendancielle des taux de profit qui contraint les capitaux à se déplacer rapidement !

Déréglementation, privatisation, concentration, se complètent logiquement étant donné la nécessité de ce qu'on appelle en anglais « the clout », le poids. Il est question ici d'entreprises comme McDonald ou Walmart, capables de mobiliser 100 000 travailleurs pour leur fournir de la malbouffe ou de la camelote, dans un contexte où le besoin de marchandisation devient absolu. Il faut acheter, consommer et même gaspiller. Ainsi, on considère jusqu'à 35 % de la production agricole vivrière mondiale — et il s'agit ici de produits comestibles comme les fruits et légumes, le blé, le maïs et les produits de l'élevage — ne sont pas consommés par les humains. D'ailleurs, l'agriculture américaine est fondée sur le principe du gaspillage, y compris celui lié au recours, — ô combien mal inspiré — aux agrocarburants ! La formule selon laquelle « il y a trop de monde sur la planète, on ne produit pas assez de nourriture », est une fausseté. À l'heure

actuelle, on produit assez pour nourrir de neuf à 12 milliards de personnes dans le monde alors que nous ne sommes qu'un peu plus de sept milliards, dont un bon milliard obèses ou en surpoids et au moins deux milliards qui jettent à la poubelle une portion, parfois énorme de ce qu'ils accumulent dans leurs assiettes ! Alors que l'agriculture des pays industriels est fondée sur le gaspillage, leurs dirigeants, de connivence avec ceux des multinationales du secteur agro-alimentaire, font tout pour entraver la recherche de l'autosuffisance alimentaire dans les pays pauvres.

Revenons à l'exemple donné précédemment, celui des céréales. Quand une entreprise comme Kellogg veut mettre sur le marché une nouvelle céréale, elle en lance plusieurs. Elle va ainsi en offrir une sorte qui contient 10 % de sucre et 7 % de tel ou tel autre additif, et une seconde contenant de la cassonade et des noix, etc. Elle va expérimenter avec plusieurs recettes, plusieurs concoctions, couleurs et formes. À cette fin, elle va produire des centaines de tonnes de chacune des dites concoctions et les mettre expérimentalement sur le marché, sommé de choisir vraisemblablement la variété qui contient le plus de sucreries. Toutes les autres ayant été expérimentées, dont il peut rester au total des milliers de tonnes, seront retirées et détruites pour que les mérites de celle qui a été privilégiée soient vantés par une publicité qui la déclarera, une fois pour toute, la meilleure, entretenant ainsi le mythe de la liberté de choix du consommateur ! Pourtant, ce qui aura coûté quelques millions de dollars et aura été gaspillé aurait pu nourrir bien des gens. Mais peu importe puisque cela aura permis de mettre sur le marché une nouvelle céréale dont on pourra réclamer un prix plus élevé puisque elle est désormais perçue comme la meilleure. Le discours sur le fameux choix du consommateur est mensonger : il n'y a pas de choix véritable. Sera choisi ce qui rapportera le plus.

Le gaspillage se fait à différents niveaux, en premier lieu dans les champs. Étant donné la normalisation et l'uniformisation programmée du goût des consommateurs, en bonne partie à travers la publicité, il faudra, par exemple, que toutes les tomates aient la même rougeur, la même taille, la même fermeté. Toutes celles qui ne répondent pas à ces normes ne seront pas récoltées et pourriront dans les champs.

Rappelons que la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI), des institutions internationales justement mises en place au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, sont là essentiellement et quasi exclusivement pour corriger, autant que faire se peut, les gaffes du marché, afin que les États n'aient pas à le faire.

Il est important de souligner certaines conséquences de la pratique qui consiste à « acheter, consommer, gaspiller », donc détruire pour permettre de produire à nouveau et davantage, à n'importe quel prix. Un prix, bien sûr, assumé par la société. Voilà une autre caractéristique fondamentale de la production capitaliste : les coûts réels de la production ne sont pas totalement assumés par les entreprises. Ces coûts devraient, en effet, comprendre les coûts environnementaux. Prenons l'exemple du pétrole tiré des sables bitumineux. S'il était vendu au prix véritablement coûtant où seraient incluses les dépenses liées aux dégâts environnementaux causés par ce type d'extraction, aujourd'hui et demain remboursées par l'ensemble de la société, ce pétrole ne se vendrait pas, disons, 100 \$ le baril, mais plutôt 300 \$ le baril.

Un autre exemple : les crevettes. Celles que nous mangeons sont largement importées d'Asie du Sud-Est, notamment de l'Indonésie et du Vietnam. En additionnant tous les coûts de production, dont des pertes de biodiversité et la pollution environnementale, leur prix unitaire devrait atteindre entre 10 \$ et 12 \$. Des entreprises qui vendent ces crevettes en grande quantité, comme Walmart, ont incité au développement de méthodes de surproduction qui ont pour effet de dévaster les forêts de mangrove, de polluer les eaux et de faire disparaître plusieurs espèces locales de poissons et de crustacés vivant le long

des littoraux tropicaux... À vrai dire, l'impact négatif est phénoménal ! De telles pratiques sont à l'image d'une entreprise qui, pour exploiter un minerai, réclame une route, détruit la forêt, entrave ou détourne les cours d'eau, fait disparaître les poissons, les animaux et la biodiversité du lieu, déclare ne rien vouloir payer et même, si on l'oblige à le faire, avertit qu'elle ira ailleurs. Cela se pratique, même au Québec...

De telles pratiques antisociales ne sont rendues possibles qu'avec une déréglementation la plus complète possible, ce qui permet de libérer les entrepreneurs de toute contrainte et nécessite de menotter les citoyens. En d'autres mots faire taire les citoyens, et les faire payer, leur faire accepter le discours de l'État à l'effet que l'entreprise crée du travail, de la richesse et donc que l'État doit lui laisser la bride sur le cou.

Ce système ne peut perdurer, voire progresser, que si les citoyens restent dupes. Leur soumission apparaît ainsi fondamentalement idéologique. Elle consiste à accepter des déclarations comme « Father knows best », papa le sait ! Prenons l'exemple du Plan Nord, que le gouvernement québécois a commencé à mettre en place. On affirme qu'il va créer de l'emploi et de la richesse. Comment ? On ne le démontre pas vraiment, on ne parle surtout pas de la richesse pour qui... On ne dit pas que l'on va détruire, disons, pour trois milliards de dollars en ressources naturelles non renouvelables, ce qui va permettre à des multinationales d'engranger elles-mêmes, disons, un milliard en profits, et que c'est la société québécoise qui assumera les coûts externalisés de deux milliards liés à l'entretien et à la correction — ne serait-ce que partielle — des infrastructures et des dégâts environnementaux.

Rappelons que la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI), des institutions internationales justement mises en place au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, sont là essentiellement et quasi exclusivement pour corriger, autant que faire se peut, les gaffes du marché, afin que les États n'aient pas à le faire. Ce qui n'empêche pas qu'y œuvrent un certain nombre de gens de bonne volonté, cependant pas toujours conscients que leur fonction ultime consiste à réglementer les marchés d'une façon modeste et telle que la mondialisation puisse continuer sur sa lancée actuelle, c'est-à-dire accompagnée d'une croissance devenue structurelle des inégalités sociales (Wilkinson et Pickett, 2010).

Ainsi, le déficit des agricultures, notamment africaines, est essentiellement lié à ce même objectif des deux institutions. Les États africains investissent beaucoup moins dans leurs agricultures que ne l'ont fait les États asiatiques au cours des dernières décennies. Ce n'est pas pour rien que l'Inde, la Chine, l'Indonésie, le Vietnam, la Thaïlande, la Malaysia, etc. ont des secteurs agricoles qui se sont développés au point de devenir parfois largement excédentaires. Ces États ont investi massivement dans l'agriculture, y compris familiale, et ont refusé les diktats de la BM et du FMI lorsque ceux-ci les ont enjoint de confier les politiques agricoles au seul marché et de ne pas investir dans l'agriculture, ni dans

l'éducation, de laisser le marché s'en occuper. Rappelons que la BM et le FMI sont contre la prise en charge totale de l'éducation par les États et que, par ailleurs, les multinationales du secteur agroalimentaire parviennent de plus en plus à élargir leur contrôle des agricultures sud-est asiatiques, jusqu'à récemment mieux protégées par les États concernés.

Quant à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), elle est là pour s'assurer que les grands pays producteurs puissent envahir les marchés des petits pays. Ce ne sera pas aussi clairement dit. On parlera de la primauté du marché de la nécessaire compétition. Il faut, affirme-t-on, que des pays tels le Burkina Faso, le Mali ou le Niger apprennent à produire de façon à pouvoir entrer en compétition avec les agricultures des pays industriels qui, elles, voient leurs coûts de production subventionnés jusqu'à hauteur de 100 % ! Les entreprises les plus subventionnées de la planète, toute catégorie économique confondue, sont les entreprises agricoles des pays industriels. Le plus gros budget de l'Union européenne est dévolu à la Politique agricole commune (PAC), donc à l'agriculture européenne qui est évidemment largement excédentaire.

Ces mesures ont provoqué des inégalités croissantes et devenues structurelles. Des «ajustements structureaux» ont donc été imposés aux États par le FMI avec les arguments suivants : *Pour sortir de la faillite financière où vous êtes enfoncés, il vous faut réduire vos subventions à l'éducation, à la santé, à l'agriculture...* C'est textuel. *Vous deviendrez compétitifs grâce aux entrepreneurs qui feront en sorte que tout le monde soit bien éduqué, soit en santé.* Tout cela est évidemment de la foutaise et découle d'une démarche dogmatique et, il faut le dire, débilite.

Pour mieux comprendre l'aspect précisément débilite de cette pensée, je vous renvoie à l'un des livres les plus importants paru en sciences sociales au cours de la dernière décennie, *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone*, de Richard Wilkinson et Kate Pickett. Il s'agit d'un livre remarquablement bien documenté dans lequel est démontré que, plus s'accroissent les inégalités, plus les sociétés qui en sont victimes en viennent à régresser. L'exemple ultime, ce sont les États-Unis qui, vous le savez, sont le pays le plus inégal au monde selon tous les indicateurs possibles, et où on continue à glorifier la totale liberté d'entreprise. Les États-Unis sont en effet le premier pays industriel où l'espérance de vie, tant des hommes que des femmes, a commencé à décroître, où tous les indicateurs de santé régressent, où l'accès à l'éducation est de plus en plus difficile, où les écarts de revenu s'amplifient, toutes problématiques qui résultent à la fois des inégalités socio-économiques et ne cessent de les faire croître. Même le désordre alimentaire se répand au sein de la population : ainsi, l'obésité, caractéristique des classes sociales pauvres, tend maintenant à se généraliser, même parmi les classes les plus fortunées.

En outre, le poids des entreprises pétrolières apparaît de plus en plus grand, au contraire des prétentions à les réduire comme on l'affirmait après la Deuxième Guerre mondiale. Les majors du pétrole, qu'on appelait à l'époque les sept grandes sœurs, sont aujourd'hui beaucoup plus nombreux, et ont tout autant de détermination à imposer les hydrocarbures comme principale source d'énergie. À l'heure actuelle, la part du pétrole, du gaz naturel et du charbon, donc les sources d'énergie fossile polluantes, s'accroît partout sur la planète entière. Par contre, la part des énergies secondaires et renouvelables est en régression. Alors que l'on consomme l'ensemble des ressources terrestres et maritimes de la planète à un rythme sans cesse à la hausse, la part de l'énergie totale en provenance des énergies fossiles s'accroît. Au-delà des discours, nous nous éloignons de plus en plus des économies vertes, car la destruction des écosystèmes et de la biosphère ne cesse de s'accroître, bien au-delà du développement dit durable. Enfin, les grandes multinationales du secteur agroalimentaire, appuyées par les États industriels et les organisations internationales, parviennent — là aussi au-delà d'un discours lénifiant et largement répandu — à réduire tant l'autosuffisance que la sécurité alimentaire des pays pauvres, désormais et de plus en plus à leur merci, notamment à travers la vaste supercherie de l'accaparement des terres.

Conclusion

Il faut comprendre que la soi-disant dérive du néolibéralisme est consubstantielle à sa nature. Ce n'est donc pas cette dérive qu'il est impératif de contrer, mais bien le néolibéralisme même, en dénonçant d'abord les discours qui le soutiennent.

Évidemment, en ma qualité de professeur, je prêche pour ma paroisse. Mais il faut comprendre que ma paroisse est très large. Elle rassemble tous ceux qui veulent s'interroger, réfléchir, chercher à comprendre, discuter, contredire et s'impliquer. Il ne faut surtout pas baisser pavillon et affirmer : *bien non, c'est comme ça, on ne peut rien changer, les entreprises dominent...* Est-il nécessaire de rappeler que des pays, les pays scandinaves précisément, de loin les plus éduqués, où les coûts de l'éducation sont largement sinon totalement assumés par l'État, où le niveau moyen d'éducation est le plus élevé, où les écarts de revenu sont les moins prononcés, la position de la femme plus égalitaire, la participation citoyenne plus avancée, ces pays n'ont pas lésiné pour déconstruire progressivement le discours néolibéral, tout en demeurant économiquement hypercompétitif sur le marché mondial.

Au-delà des discours, nous nous éloignons de plus en plus des économies vertes, car la destruction des écosystèmes et de la biosphère ne cesse de s'accroître, bien au-delà du développement dit durable.

Par l'éducation scolaire et citoyenne, on y démontre les liens intrinsèques qui existent entre, d'une part, la destruction de l'environnement, la régression systématique des forêts, de la biodiversité et, d'autre part, le discours dominant sur la soi-disant nécessaire marchandisation absolue du monde. Car c'est pourtant flagrant, le fait que les mécanismes nécessaires à l'accumulation et à la concentration sont fatalement réalisés au détriment des tissus sociaux et de la solidarité (Wilkinson et Pickett, 2010).

À titre de modèle alternatif, il faudrait viser à briser la logique marchande ou plutôt à la contraindre à l'internalisation de tous les coûts, c'est-à-dire intégrer au prix de production tous ces coûts destructeurs qui ne sont pas payés. Ainsi, une petite voiture devrait coûter entre 100 000 \$ et 150 000 \$ et le prix d'une livre de bœuf — dont l'élevage est dévastateur au plan environnemental — serait lui aussi décuplé. On devine les conséquences considérables que cela induirait à moyen terme sur le nécessaire accroissement des services collectifs et la réduction du gaspillage. On peut d'ailleurs multiplier les exemples de produits qui deviendraient quasiment hors de prix. Chose certaine, le produit par excellence qui doit disparaître de la planète, c'est sans aucun doute l'automobile individuelle. Même si les voitures roulaient à l'air pur ou à l'eau, cela ne changerait rien. Il y en a déjà trop sur la planète. Celle-ci ne peut pas se permettre une voiture par habitant et c'est pourtant dans cette direction que nous allons. Le taux nord-américain, c'est-à-dire plus de 300 millions de véhicules automobiles pour quelque 315 millions d'habitants, est en train de devenir l'objectif, sinon la norme. Transposé en Chine et en Inde cela signifierait près de deux milliards et demi de voitures ! Plus personne ne pourrait bouger, y compris les piétons dans les villes.

Par une véritable internalisation des coûts, désormais entièrement imputés au producteur et non plus socialisée, la fameuse logique du marché privatif serait démasquée. L'État obligerait les entreprises à assumer tous les coûts : ceux de la déconstruction de la nature, de la destruction de la biosphère. Toute production devrait inclure la reconstitution du capital naturel, ce qui comprend celle des sites miniers, une fois leur exploitation complétée, et peut correspondre à un investissement équivalent au double de l'investissement consenti pour leur excavation initiale. Comblent une fosse et faire renaître une forêt entraînent des coûts et nécessitent du travail créateur ou rénovateur d'une vraie richesse.

En résumé, pourquoi ne pas subvertir la logique marchande, la civiliser, la rendre telle que tous les coûts soient assumés ? On mettrait ainsi fin à la surproduction et au gaspillage qui sont énormes, notamment dans l'agriculture. De cette façon, la logique de la concentration n'existerait plus. Les surprofits réalisés par les grandes entreprises n'existeraient plus, à cause du prix réel de leurs modes de fonctionnement et des mécanismes, pour le moment encore gratuits, de destruction sur lesquels ils s'appuient et dont ils profitent de façon tout à fait contradictoire. Toutes choses dont il faut débattre ...

Car c'est pourtant flagrant, le fait que les mécanismes nécessaires à l'accumulation et à la concentration sont fatalement réalisés au détriment des tissus sociaux et de la solidarité

Références

Bost, François (dir.) (2010) *Atlas mondial des zones franches*. Paris, La Documentation française.

Bradley, Harriet (1918) *The Enclosures in England. An Economic Reconstruction*. Kitchener, Batoche books, édition de 2001.

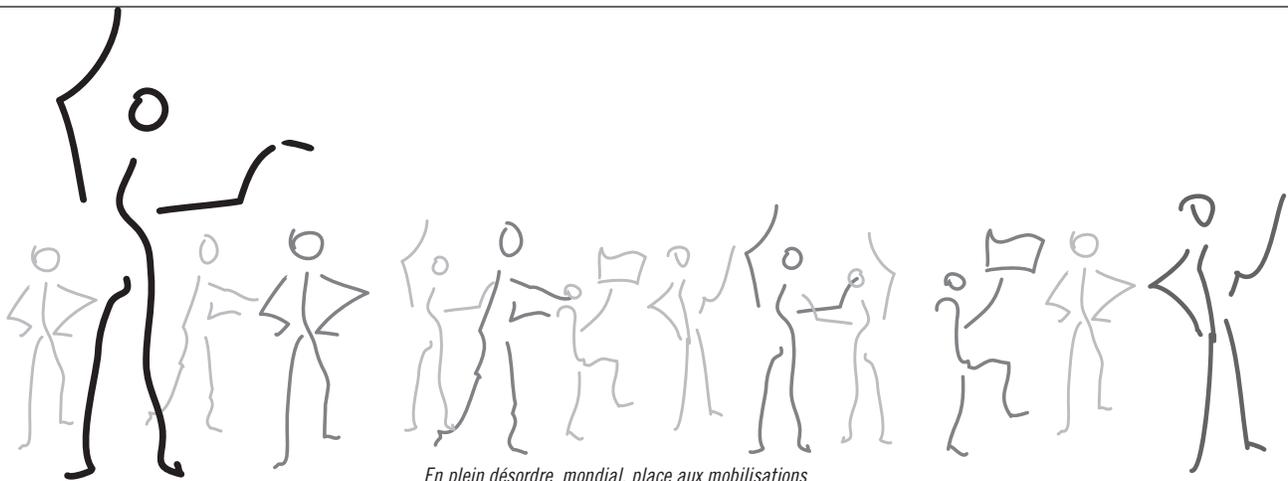
De Koninck, Rodolphe (1985) *Les fondements territoriaux de la persistance de l'agriculture familiale en Chine*. *L'Espace géographique*, vol. 14, n° 3 : 161-73.

(2000) *Les Cent-Îles du lac Saint-Pierre. Retour aux sources et nouveaux enjeux*. Sainte-Foy, Presses de l'université Laval.

(2008) *La Chine comme bouée de sauvetage du capitalisme*. *Relations*, 735 : 12-15.

Harvey, David (2005) *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford University Press.

Wilkinson, Richard and Pickett, Kate (2010) *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone*. Penguin Books.



En plein désordre mondial, place aux mobilisations

Qui veut voler les révolutions arabes ?



RACHAD ANTONIUS

Professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal. Égyptien d'origine, il s'intéresse, entre autres, aux sociétés arabes et aux conflits dans la région du Proche-Orient, aux minorités dans les pays arabes, aux questions du développement et de la participation démocratique. Il est l'auteur de nombreuses publications dans le domaine de la sociologie des sociétés arabes et sur les questions de migration. Il intervient régulièrement sur l'ensemble de ces questions dans l'espace public et dans les grands médias.

Introduction

Nous sommes loin, aujourd'hui, de l'euphorie suscitée par les révoltes arabes déclenchées en janvier 2011. Leurs limites apparaissent de plus en plus, de même que les dangers auxquels elles font face. Pour comprendre ces limites et ces dangers, comprendre surtout comment se positionner face à ces révoltes et face à leurs divers acteurs, il faut revenir un tout petit peu en arrière et revoir les caractéristiques de ces révoltes, contre quoi elles se sont dressées. Quel était le contexte politique, culturel, économique dans lequel elles ont eu lieu ? Ce contexte structure les rapports sociaux qui étaient dominants avant les révoltes. Est-ce que les processus initiés par ces révoltes entraînent un changement de ces rapports sociaux ? Qu'est-ce qui est dominant aujourd'hui ? Qu'est-ce qui a changé ? Qu'est-ce qui n'a pas changé ? Qui peut utiliser ou instrumentaliser ces révoltes pour en faire autre chose que le désir premier des gens qui se sont révoltés, qui sont descendus dans la rue ?

Il est important de souligner qu'il y a beaucoup d'éléments communs aux révoltes dans les divers pays arabes, et je vais tenter de les exposer. Mais elles ont, chacune, leur spécificité. Il n'y a pas de règle commune pour déterminer ce qui se passe sur le terrain, comment ça se passe, et pour évaluer s'il s'agit de révoltes démocratiques ou d'autre chose. Il faut absolument prendre en considération ces spécificités pour comprendre les dynamiques qui sont en cours. La situation en Syrie n'est pas la même qu'en Libye, ce n'est pas la même qu'en Égypte, ce n'est pas la même qu'en Tunisie, même si des éléments communs existent dans toutes ces situations. Comprendre les caractéristiques des révoltes arabes permettra aussi de comprendre par quels processus elles peuvent être combattues ou détournées, c'est-à-dire volées, au profit de groupes déjà puissants.

Je vais commencer par quelques commentaires généraux et ensuite je vais parler un peu de la Tunisie et de l'Égypte, pour traiter ensuite de la situation la plus difficile, je crois, celle de la Syrie.

Je n'utilise pas le terme de *printemps arabe* pour parler de ces révoltes. Le mot *printemps* évoque à la fois des événements historiques et des rêves de libération. Il évoque le printemps des peuples, cette série de révolutions populaires qui ont secoué l'Europe autour de 1848. Le mot *printemps* donne l'impression que les peuples secouent enfin le joug des régimes autoritaires, que l'on va chasser les dictateurs et que, le lendemain, tout sera beau. Je pense qu'il vaut mieux désigner ces phénomènes par le terme de *révoltes*, qui, elles, ne sont que le début d'un processus à long terme, échelonné au moins sur une dizaine d'années, peut-être plus, avant de produire des changements profonds. Il y aura certainement des reculs qui font partie du processus de changement. Il faut prévoir ces reculs, les comprendre et ne pas se dire, à cause de ces reculs, que la résistance ne valait pas la peine. Non, tout n'est pas perdu. Les reculs attendus vont aussi permettre de mettre à jour le vrai visage de certains acteurs politiques. Ils permettront du coup de faire avancer les luttes sur des bases plus solides.

Le contexte avant les révoltes

Pendant les trente dernières années, des régimes autoritaires ont été au pouvoir dans l'ensemble des pays arabes. Même si le degré d'autoritarisme variait quelque peu d'un pays à l'autre, l'autoritarisme était général. Les régimes ont fait preuve d'une longévité étonnante ; c'est pourquoi le

manque de démocratie a été une des caractéristiques de la région. Ce constat, tous les observateurs l'ont fait, indépendamment de leurs orientations idéologiques¹. Après une période dite « révolutionnaire », celle qui a suivi les indépendances, la plupart des régimes arabes ont eu tendance à cesser graduellement de représenter les intérêts de leurs populations. Aussi furent-ils perçus comme indifférents au sort de leur peuple, voire antagonistes, bien plus encore que dans d'autres pays du Sud qui ont eu à affronter des défis similaires. En effet, dans les années 60, la région arabe se situait assez favorablement par rapport à l'Afrique, à l'Amérique latine et à l'Asie, en termes de développement économique et social et de libertés politiques. Plusieurs des pays arabes étaient en avance, surtout ceux qui avaient réalisé leur indépendance à la suite des luttes politiques qui ont permis de remplacer les monarchies par des républiques. Aujourd'hui, la plupart de ces pays arabes sont à l'arrière du peloton des pays en développement. L'Amérique latine les a dépassés, l'Afrique et l'Asie aussi. Même les régions les plus pauvres les ont dépassés en termes de démocratie politique et de développement économique. Comment expliquer cette situation ?

Un premier élément de réponse se situe au niveau de la géopolitique. La région du Proche-Orient est une région stratégique au niveau international, d'abord à cause de sa position, puisque que c'est un lieu de passage entre l'Asie, l'Afrique, et l'Europe. Pendant des siècles, l'axe du développement économique, c'était ce qu'on appelait *la route de la soie* qui allait de la Chine au Proche-Orient, un axe de développement civilisationnel, non pas pendant 10 ou 15 ans, mais pendant des milliers d'années. Le contrôle de cette région représente donc un enjeu à cause de sa position, mais ce qui lui donne une importance stratégique majeure, c'est évidemment le pétrole, sans compter, bien sûr, la question non résolue du conflit israélo-palestinien. À cause de ces facteurs, la région a été très convoitée par les puissances coloniales qui s'y sont beaucoup investies. Mais cet investissement politique et économique ne s'est pas terminé avec l'ère des indépendances. Il a pris d'autres formes, très directes, d'ailleurs. Le monde entier vit dans l'après-colonialisme ; la période coloniale est en arrière même s'il y a d'autres formes de domination et d'autres formes d'exploitation. Mais je dirais que, dans le monde arabe, on est encore dans la période coloniale. Des puissances coloniales déterminent les décisions stratégiques prises par les pays de la région ; elles sont en mesure de mettre au pouvoir ou d'y maintenir les forces qui défendent leurs intérêts. Elles sont présentes physiquement et militairement, s'assurant ainsi que le développement économique et politique se fasse en conformité avec leurs intérêts. Ce rapport de force s'exerce de façon plus ou moins subtile : il s'agit de faire en sorte que les intérêts des groupes au pouvoir coïncident avec ceux des puissances coloniales, au détriment des intérêts du reste du peuple. Nous verrons comment les puissances coloniales jouent un rôle très actif dans le détournement des révoltes, afin qu'elles produisent des régimes qui ne soient pas antagonistes à leurs intérêts.

En 2003, la revue *Mother Jones* a publié un article qui avait pour titre *The Thirty Year Itch*, soit en français : *la démangeaison qui dure depuis 30 ans*². Cet article documente d'une façon extrêmement détaillée, avec des cartes interactives, comment les bases militaires américaines ont été

... dans le monde arabe, on est encore dans la période coloniale. Des puissances coloniales déterminent les décisions stratégiques prises par les pays de la région ; elles sont en mesure de mettre au pouvoir ou d'y maintenir les forces qui défendent leurs intérêts.

Aujourd'hui, la plupart de ces pays arabes sont à l'arrière du peloton des pays en développement. L'Amérique latine les a dépassés, l'Afrique et l'Asie aussi. Même les régions les plus pauvres les ont dépassés en termes de démocratie politique et de développement économique.

Cette influence s'exerce, entre autres, par le biais du renforcement des groupes islamistes, ce qui explique en partie la montée des idéologies salafistes dans les zones où l'argent saoudien a pu pénétrer sans entraves.

Un autre élément à souligner, c'est que l'existence de richesses pétrolières dans un pays est une entrave au développement démocratique. En effet, quand une monarchie pétrolière se retrouve, dans un laps de temps court, assise sur des millions de barils de pétrole, elle n'a pas besoin de l'approbation de la majorité des gens pour consolider son emprise sur la société. Le pétrole demande très peu de travail humain et il est très concentré. Dans une économie industrialisée, la richesse de l'État se construit à partir des taxes de milliers d'entreprises et de millions de travailleurs. L'État a besoin des taxes pour fonctionner, il n'a besoin d'avoir qu'un minimum de légitimité pour être capable de les récolter. Dans les économies de rente financière, celles où l'essentiel de la richesse ne vient pas du travail humain, mais de la possession d'une richesse naturelle comme le pétrole, c'est l'État qui a tout l'argent dans ses mains et qui le donne à la population et aux institutions. Pour avoir accès à une partie des ressources économiques, les individus et les institutions civiles deviennent complètement dépendants du bon vouloir de ceux qui contrôlent l'État et le pétrole. En Occident, le rapport entre États et sociétés civiles s'est développé sur plusieurs siècles, et les États sont le reflet des rapports de pouvoir dans les sociétés civiles. Ce sont les sociétés civiles qui donnent leur légitimité aux États, même si le capitalisme financier actuellement dominant semble faciliter une coupure entre les deux. Dans la région du Proche-Orient, le pétrole permet aux États d'autoriser ou pas les institutions de la société civile à fonctionner. Dans ce contexte, la démocratie est plus difficile à réaliser.

On pourrait penser que le pétrole n'est l'affaire que de quelques monarchies pétrolières, et qu'il ne concerne pas l'ensemble du monde arabe, sauf que l'étendue de la richesse pétrolière est telle que l'ensemble des économies arabes sont affectées, et ce, de plusieurs façons. D'abord par la capacité de ces monarchies d'influencer la politique locale des pays avoisinants. Ce qui est plus grave, c'est que beaucoup de pays avoisinants ont abandonné leur plan de développement économique pensant qu'il suffisait de s'allier avec le clan régnant en Arabie Saoudite et de pouvoir envoyer beaucoup de travailleurs dans les pays pétroliers pour pouvoir résoudre leurs problèmes économiques. Ainsi, pendant des années, l'Égypte a survécu économiquement parce qu'elle avait des travailleurs dans les monarchies pétrolières qui renvoyaient chez eux une partie importante de leurs salaires. L'Égypte n'est pas un cas isolé : la Jordanie, la Palestine, le Liban, la Syrie et le Soudan ont fait des choix similaires. Même si les sommes transférées par ces travailleurs n'étaient pas la seule source de revenus de ces pays, elles faisaient une énorme différence dans la capacité de survivre des individus et des familles de ces pays.

Le fait qu'un petit groupe au pouvoir suffit à contrôler le pays facilite les rapports coloniaux. Depuis le XIX^e siècle, les puissances coloniales ont garanti leur sécurité à des petites monarchies régnautes qui, en échange, se faisaient les serviteurs de leurs intérêts. N'ayant pas de légitimité démocratique, ces clans au pouvoir se sont construit une nouvelle légitimité en tant que défenseurs de l'identité et du dogme religieux. Ils ont appuyé et renforcé les courants religieux conservateurs partout dans la région arabe et ailleurs dans le monde à coup de milliards de pétrodollars.

À cause de tout cela, ces monarchies pétrolières ont acquis un prestige incroyable. L'opinion publique dans les pays arabes leur est devenue graduellement favorable, considérant que leur richesse et leur prestige étaient la preuve que leur système de pouvoir était bon. J'ai souvent entendu dire que leur richesse est la preuve que Dieu bénit ce système. Ainsi s'est trouvée facilitée la propagation, dans l'ensemble des pays arabes et dans beaucoup de pays musulmans, de ce qu'on appelle l'idéologie wahhabite, une branche extrêmement rigide et rigoureuse de l'islam qui prône le retour aux valeurs et aux modes de comportement datant des premiers jours de l'islam, quand il s'est manifesté il y a 14 siècles. L'argent de ces monarchies et le prestige moral qui en a découlé ont été transposés en gains politiques, car les forces politiques qui s'alliaient à elles recevaient beaucoup d'argent ; elles pouvaient ainsi s'organiser, distribuer du lait, de la viande, des habits, des logements aux gens les plus démunis et leur donner des services sociaux. Cet investissement dans le champ social devenait une preuve de plus que ce système est bon, qu'il est vertueux, et qu'il est voulu par Dieu. Il ne faut donc pas le contester. Ces facteurs ont eu un rôle important dans les dynamiques politiques avant les révoltes, et ils ont permis une instrumentalisation des révoltes par la suite.

L'influence de la « pensée tribale »

Un autre élément, de nature plus sociologique, permet de comprendre pourquoi ces systèmes autoritaires dans la région auront duré pendant quatre ou cinq décennies, alors que dans d'autres pays du monde ils ont été contestés bien plus rapidement.

Cet élément, je l'appellerai « la pensée tribale », et je décrirai son impact sur le dysfonctionnement de l'État. Dans les tribus d'Arabie où est né l'islam, la structure du pouvoir tribal est une structure verticale et non pas horizontale.

Le système tribal favorise une solidarité et une loyauté non pas entre semblables, mais entre individus qui occupent des places hiérarchiquement différentes dans les rapports de pouvoir. Cette solidarité est basée sur des rapports verticaux, des rapports de clans, elle est, disons, symbolisée

par ce proverbe arabe qui dit : *moi et mon frère contre mon cousin, moi et mon cousin contre l'étranger*. Le clan, structuré par des rapports de pouvoir verticaux, est le groupe solidaire de base. Ce qui signifie qu'aux divers paliers des rapports de pouvoir, les gens ont besoin les uns des autres. Les individus qui ont moins de pouvoir ont besoin des plus puissants qui les exploitent et les protègent tout à la fois. Aussi, tant que les sociétés n'ont pas été institutionnalisées et qu'il n'existe pas de règles claires qui définissent les droits des individus et leur permettent de contester le pouvoir, moi, en tant que dominé, j'ai besoin d'avoir de bons rapports avec le dominant qui m'exploite. Je vais lui donner ce qu'il veut, mais en échange il va me protéger. La solidarité se vit donc plus à l'intérieur des clans plutôt qu'entre les gens qui sont démunis. Ces conceptions ont été sacrées et propagées par un certain conservatisme religieux. C'est ainsi que la pensée tribale, traditionnellement présente, a pénétré encore davantage les sociétés arabes avec l'expansion du fondamentalisme religieux. Même dans un pays comme l'Égypte qui a une culture d'État centralisée depuis 4000 ans, cette pensée tribale colore les rapports de pouvoir. Quand on a besoin de faire valoir ses droits ou simplement d'obtenir un service gouvernemental, on peut le faire plus facilement si on connaît quelqu'un dans l'institution. Il faut trouver dans la famille, dans la parenté, parmi les voisins, quelqu'un qui connaît quelqu'un à qui va s'adresser et qui va faire progresser son dossier. Cet état de fait renforce les rapports de pouvoir traditionnels du clan, de la famille étendue, et va à l'encontre d'une conception citoyenne des droits. C'est un élément très important pour bien comprendre la perpétuité du pouvoir et la difficulté de construire des solidarités à la base, entre les individus et les groupes qui sont exclus du pouvoir. Une révolte populaire n'est donc possible que si ce modèle de rapports de pouvoir est remis en question.

Quand on a besoin de faire valoir ses droits ou simplement d'obtenir un service gouvernemental, on peut le faire plus facilement si on connaît quelqu'un dans l'institution. Il faut trouver dans la famille, dans la parenté, parmi les voisins, quelqu'un qui connaît quelqu'un à qui va s'adresser et qui va faire progresser son dossier. Cet état de fait renforce les rapports de pouvoir traditionnels du clan, de la famille étendue, et va à l'encontre d'une conception citoyenne des droits.

Pour résumer ces dernières remarques, je dirais que l'institutionnalisation de l'État a été inachevée et donc dysfonctionnelle dans la plupart des pays arabes, parce qu'elle reproduisait des rapports de pouvoir verticaux de sorte que les exploités avaient besoin de bien servir les exploitants pour pouvoir continuer à survivre. Ils avaient donc intérêt à développer davantage des solidarités avec leur clan, leur famille, leur « boss », leur village qu'avec ceux qui leur ressemblaient dans le village ou dans le quartier d'à côté. C'est pourquoi les systèmes anti-démocratiques survivaient sans trop de contestation.

Voilà pour le contexte général. Examinons à présent les spécificités. Elles vont nous permettre de voir comment ce contexte général a joué dans le cas de pays particuliers.

Les spécificités

Pourquoi le mouvement de révolte a-t-il commencé en Tunisie, puis s'est transporté en Égypte? C'est là que les spécificités de ces pays entrent en jeu.

La Tunisie est un petit pays, assez homogène du point de vue religieux, ethnique et linguistique. Il n'a pas de frontière avec Israël. Il n'a pas de pétrole. Il n'avait pas de politique africaine développée, dans le sens où il n'essayait pas de développer des liens forts avec d'autres pays africains dans le but de contester les politiques occidentales. Résultat : pas de fort investissement politique des puissances coloniales dans ce pays, considéré comme moins stratégique que ses voisins. Contrairement à la situation égyptienne, par exemple, il n'existait pas de liens de coopération tissés avec les divers échelons de l'armée, pas d'aide financière directe qui aurait pu créer des rapports de dépendance entre l'armée et des puissances étrangères. Il y avait bien un appui politique aux orientations de Ben Ali et des rapports amicaux avec son régime : certains ministres français contribuaient à lui donner une certaine respectabilité en France et ils ne refusaient pas en échange de recevoir certains privilèges. Mais pas d'investissement politique sérieux de l'armée française ou de l'armée américaine avec l'armée tunisienne. Quand le régime Ben Ali a été de plus en plus contesté, il n'avait donc pas comme appui des puissances étrangères prêtes à le soutenir directement et à interférer dans les rapports de pouvoir locaux pour ralentir le changement ou pour l'instrumentaliser. La résistance du régime a donc été moindre qu'ailleurs, l'effet de surprise constituant sans doute un facteur additionnel de fragilité.

De plus, ce régime avait été tellement prédateur qu'il avait concentré tous les pouvoirs et les privilèges dans la famille de Ben Ali et sa belle-famille, celle de Leila Trabelsi. Deux grandes familles (étendues, incluant cousins, cousines, frères et sœurs) contrôlaient à peu près toute l'économie. Même la bourgeoisie tunisienne commençait à se sentir exclue des bénéfices de sa position et à exprimer des souhaits de changement profond. À partir du moment où l'étincelle est apparue, où il était devenu clair que le cri de révolte avait des résonances profondes, la mobilisation générale a été relativement facile. Je dis bien : « relativement ». Il ne faut certes pas oublier les années de luttes sociales apparemment infructueuses, de grèves de travailleurs qui ont dû faire face à une répression très dure. Ces mobilisations ponctuelles ont préparé le terrain et permis la révolte tunisienne de janvier 2011.

L'Égypte aussi a connu 10 ans de mobilisations lentes, sérieuses, profondes qui ont permis à la révolte d'éclater en 2011. Quatre grands réseaux de mobilisation se sont formés au cours de la décennie qui a précédé les révoltes. Le premier, c'est le réseau syndical, revigoré par une conjoncture économique difficile, combinée à une légère ouverture démocratique. Autour de l'année 2000, on comptait dans le pays quelques douzaines de grèves par année. En 2007, on comptait en moyenne une grève par jour et en 2008, en moyenne, deux grèves par jour. À travers ces grèves, des réseaux de mobilisation, de solidarité se sont formés entre les divers syndicats et les activistes politiques. Le mouvement de réforme de la constitution, qui voulait éviter que le fils de Moubarak, Gamal, succède à son père et amender la constitution pour donner moins de pouvoirs au Président, s'est structuré au sein de deux groupes : *Kefaya (Y en a marre !)* et celui de l'ancien prix Nobel de la paix, El Baradei. Enfin, un réseau s'est constitué autour des médias sociaux, d'abord pour appuyer des luttes syndicales (*mouvement du 6 avril*) et ensuite pour protester contre la mort d'un jeune blogueur tué par la police (*Nous sommes tous Khaled Said*).

Les processus artificiels de légitimation des régimes en place ne pouvaient pas être maintenus indéfiniment. Les régimes donnaient toujours des excuses pour remettre à plus tard la liberté, la justice sociale, la transparence.

Ce sont ces réseaux qui ont permis la mobilisation de janvier 2011, quand l'étincelle tunisienne a touché l'Égypte. Cependant, la complexité de la situation politique en Égypte rendait plus difficile la coordination de la mobilisation. Le pouvoir en Tunisie n'avait ni la même profondeur ni les mêmes mécanismes de légitimation. Il était donc relativement plus facile à renverser. L'exemple tunisien a donc été une inspiration fondamentale pour les activistes égyptiens, et il leur a démontré que le renversement d'un régime autoritaire était possible.

La question du moment

Il est presque impossible de prédire des révoltes comme celles-là. Mais avec le recul, on peut se demander pourquoi ces révoltes ont-elles réussi à ce moment précis et pas avant ? Difficile de trouver des réponses parfaitement convaincantes, mais on peut explorer quelques pistes. Les processus artificiels de légitimation des régimes en place ne pouvaient pas être maintenus indéfiniment. Les régimes donnaient toujours des excuses pour remettre à plus tard la liberté, la justice sociale, la transparence. Ces excuses relevaient de grandes questions sur lesquelles ils n'avaient pas de contrôle : la question palestinienne, l'économie mondiale, des questions stratégiques telles que la guerre Irak-Iran, puis la deuxième guerre du Golfe, la guerre au terrorisme, etc., qui ont tout le temps retardé les possibilités de révolte. Ces questions suivaient leur cours : elles émergeaient et créaient de l'incertitude. On attendait donc. Ensuite la situation se stabilisait et l'espoir renaissait qu'une fois ces questions résolues, tout irait mieux. Puis, la situation devenait bloquée encore une fois, elle engendrait de l'insatisfaction, mais voilà qu'une autre question globale émergeait, générant de l'incertitude à son tour. À chaque fois, des événements internationaux devenaient des excuses et des raisons pour les gouvernements de dire : attendez, ça va aller mieux plus tard, on est obligé de faire ceci, on est obligé de faire cela. La « guerre au terrorisme » a été déclenchée en 2001 avec les événements du 11 septembre suivis de l'invasion de l'Irak en 2003. Toute la région s'est trouvée en situation d'attente des résultats de cette opération en Irak. On voit maintenant, au bout de plusieurs années, que l'invasion de l'Irak n'a pas créé une société plus démocratique, ni plus sécuritaire, ni plus juste, ni plus stable.

Les excuses des régimes pour reproduire les systèmes dont ils profitaient sont tombées une à une. Cette convergence de facteurs permet de comprendre, après coup, pourquoi les révoltes ont éclaté à ce moment précisément. Les excuses permettant la répression tombent pour les uns, les processus de légitimation s'amenuisent et perdent leur substance pour les autres, les moyens de révolte et la mobilisation augmentent et l'internet permet une plus grande ouverture au monde extérieur, etc. La situation avait fait mûrir la révolte. Mais après, ce sont des conditions difficilement saisissables qui font que la révolte se déclenche à un moment précis plutôt qu'à un autre.

Une révolution Facebook ?

Je ne crois pas du tout à ceux qui disent que ces révoltes étaient des révolutions Facebook. Facebook a été un outil, mais pas l'outil majeur, un parmi tant d'autres qui ont permis des mobilisations plus efficaces. Mais ce sont, je crois, les autres facteurs mentionnés plus haut qui expliquent la formidable puissance des mobilisations.

D'ailleurs, la technologie de l'information est utilisée de façon beaucoup plus efficace par les gouvernements pour fichier les gens, les empêcher de voyager, savoir exactement ce qu'ils font, tenir des dossiers informatisés complets transmissibles instantanément d'un point à l'autre du pays et d'un pays à l'autre. Les régimes utilisent les technologies de l'information de façon beaucoup plus efficace que ne le font les jeunes qui coordonnent une manifestation. C'est ce contrôle de la technologie de l'information qui permet également au marché financier de fonctionner lui aussi de façon beaucoup plus efficace. Je ne crois pas que Facebook ou les réseaux sociaux soient ni la cause, ni l'explication fondamentale de la révolution, mais simplement un outil. La motivation et la force mobilisatrice viennent des conditions politiques et économiques et non pas de la technologie.

Et la Syrie, dans tout cela ?

Pourquoi la Syrie est-elle un problème si difficile, quand il s'agit de se positionner ? Je crois que c'est l'exemple parfait d'une révolte volée par des acteurs capables d'en infléchir le cours pour qu'elle réponde à leurs besoins et pour qu'elle ne produise pas de système démocratique. Voici pourquoi.

Ce qui se passe en Syrie, au quotidien, aujourd'hui, sur le terrain, est très difficile à déterminer. Je lis avec beaucoup d'attention des rapports apparemment très crédibles qui disent une chose, puis d'autres rapports, apparemment crédibles aussi, qui disent le contraire. Il n'est donc pas facile de se positionner. Est-ce une véritable révolte populaire avec un peuple qui se mobilise contre une dictature ? Ou bien s'agit-il d'une rébellion armée, maintenue et soutenue par des puissances extérieures avec l'aide massive de mercenaires et d'islamistes vraisemblablement responsables de la violence ? Ce qui se passe sur le terrain n'est pas clair. Qui a perpétré le massacre de Houla ? Qui a tué les journalistes étrangers ou locaux qui couvraient la situation ? Je vais essayer de dire ce qui est clair pour moi et ce qui ne l'est pas.

Une chose est claire. Depuis des décennies, le régime syrien est extrêmement répressif et brutal, et même dictatorial sous certains aspects. Il n'a manqué aucune occasion d'emprisonner et de torturer les opposants. Il a eu plusieurs occasions de faire des ouvertures démocratiques et les a toutes manquées. Il considère les problèmes politiques avant tout comme des problèmes de sécurité, et les traite comme tel, ce qui entraîne des violations majeures des droits de la personne. Cette attitude explique en partie la violence de la répression de la rébellion en cours. Ceci dit, c'est un régime qui avait — et qui, semble-t-il, a encore — une certaine légitimité dans la population, beaucoup plus que l'opposition actuelle. Pourquoi ? Parce que c'est un régime qui fonctionnait depuis des décennies sur le modèle de l'État-providence. Il fournissait des services aux gens, mais encadrait sévèrement toute activité politique et interdisait toute activité politique indépendante de son contrôle. De tendance plutôt socialisante — mais avec des limites sur les initiatives populaires, économiques, etc. — il garantissait l'accès à l'éducation et à la santé. Sans être très développés, les services étaient disponibles. Le régime avait appuyé pendant longtemps le développement du secteur agricole, mais il l'a abandonné avec le tournant néolibéral de 2006, causant un profond mécontentement dans les campagnes. Il avait aussi promu des politiques publiques non sectaires de sorte que les groupes minoritaires se sentaient mieux protégés, tout en ayant du ressentiment face au système autoritaire. La famille du président appartient à une minorité religieuse, les Alaouites, une des branches du chiisme lui-même une tendance minoritaire dans l'islam. À l'échelle du monde musulman, on compte 10 % à 12 % de chiites, les autres sont des sunnites. Le Président s'est entouré de gens de confiance issus de sa communauté, mais il a quand même tissé des alliances avec le groupe sunnite majoritaire ; plusieurs des hauts responsables de l'armée et des services de sécurité sont des sunnites. Mais, comme dans plusieurs républiques arabes, la pensée tribale est présente... Le fils a succédé à son père à la présidence, comme ont essayé de le faire — sans succès — le président égyptien Moubarak pour son fils Gamal, et l'ex président Saddam Hussein pour ses deux fils Oudaï et Qussaï.

La révolte syrienne, c'est un exemple de détournement de l'élan populaire par des puissances étrangères dans le but de servir des intérêts stratégiques qui n'ont rien à voir avec la démocratie.

Malgré tout, le gouvernement garantissait une certaine égalité et la laïcité de l'État. En Syrie, 35 % de la population appartient à des minorités religieuses ou linguistiques : des kurdes, des chrétiens de divers groupes confessionnels (assyriens, melkites, grecs orthodoxes), des arméniens... Dans ce contexte, un régime qui ne considère pas l'identité religieuse, ni le dogme religieux comme fondateurs du système social est fort apprécié non seulement de la part de ces minorités, mais aussi par une proportion importante de la majorité sunnite qui a choisi jusque là la laïcité de l'État.

Le régime a établi de bons rapports avec une partie importante des sunnites, qui forment la majorité, non seulement au niveau de l'élite économique, mais aussi au niveau de la paysannerie (jusqu'en 2006).

Le caractère autoritaire du régime ne plaît pas à la majorité du peuple évidemment. Si la révolte avait été pacifique, il est fort probable qu'elle aurait eu l'appui de la majorité, qui aurait souhaité, semble-t-il, une transition, mais pas une guerre civile. Même si au début, le mouvement de révolte en Syrie a été pacifique permettant une transition vers la démocratie, ce n'est plus le cas à présent. En effet, très rapidement, l'Arabie Saoudite, le Qatar, la Turquie, l'OTAN, les Américains et les Français ont appuyé la rébellion de diverses façons (armes, argent, informations militaires, appui logistique et appui politique) dans l'espoir de renverser le régime rapidement et de le remplacer par un régime qui leur est acquis. Mais comme les intérêts de ces divers acteurs ne sont pas exactement les mêmes, leur divergence entraîne des attitudes ambivalentes de la part des puissances de l'OTAN : elles veulent bien renverser le régime, détruire les infrastructures du pays, et installer des islamistes au pouvoir, mais craignent que ce soient les islamistes radicaux ou salafistes qui en tirent le plus de bénéfices. Les dirigeants de l'opposition qui résident à l'étranger, ayant absolument besoin d'appuis, n'hésitent pas à courtiser Israël. Ce n'est pas un hasard que Bernard Henri Lévy, après avoir fait sa campagne sur la Libye, ait travaillé de très près avec l'opposition syrienne officielle qui est à l'étranger pour organiser des conférences et chercher des appuis politiques.

La révolte syrienne, c'est un exemple de détournement de l'élan populaire par des puissances étrangères dans le but de servir des intérêts stratégiques qui n'ont rien à voir avec la démocratie.

Quels sont ces intérêts stratégiques ?

Pour l'Arabie Saoudite, qui a mis tout son poids politique et économique en faveur des groupes islamistes radicaux de la rébellion, l'enjeu est triple : avoir un régime qui laisse tomber la nation arabe comme perspective politique, briser l'axe Hezbollah-Syrie-Iran, la seule zone de résistance à la politique israélienne et à la politique américaine, et enfin réduire du même coup l'influence des Russes dans la région pour qui les Syriens sont un allié important. Ces enjeux stratégiques sont largement partagés par la plupart des pays de l'OTAN dont la Turquie fait partie. Là où les différences se révèlent, c'est dans la place à accorder aux groupes djihadistes radicaux, que l'Arabie Saoudite appuie sans réserve et dont les autres puissances se méfient un peu.

La plupart des puissances qui appuient l'opposition accordent une place spéciale aux Frères musulmans, soit pour des raisons idéologiques (c'est le cas de l'Arabie Saoudite) ou simplement comme alliés stratégiques.

Une représentation du conflit syrien de façon dichotomique : un dictateur d'un côté, un peuple qui a pris les armes en désespoir de cause de l'autre. Mais de plus en plus un autre récit émerge : celui d'une rébellion armée qui ne répond plus aux objectifs des forces populaires démocratiques, ni aux intérêts du peuple syrien, mais à des objectifs géostratégiques qui sont ceux de puissances régionales et internationales qui veulent détruire la Syrie en tant qu'acteur régional.

Ce qui rend l'analyse compliquée, c'est qu'il existe dans l'opposition reconnue par les Occidentaux des Syriens vivant à l'extérieur du pays : un petit nombre d'intellectuels démocrates et laïques ainsi qu'une majorité de groupes instrumentalisés par l'Arabie Saoudite plus proche des islamistes. Sur le terrain, les groupes de tendance démocratique n'ont pas de présence militaire, ce sont les islamistes qui mènent le jeu. Tous les islamistes ne sont pas automatiquement anti-démocratiques évidemment, mais, dans le contexte de la Syrie, la tendance dominante est plutôt une tendance très répressive, très dogmatique et très sectaire. Le nettoyage sur la base ethnique ou confessionnelle a donc été une des pratiques qu'ont rapportée les observateurs sur place. Au début des révoltes, avant que la

rébellion ne prenne la forme armée que l'on connaît maintenant, on pouvait entendre, en langue arabe, le slogan suivant : *Les Alaouites au tombeau, et les chrétiens à Beyrouth*. Effectivement, un certain nombre d'assassinats sur une base confessionnelle ont été perpétrés par les rebelles.

Il faut absolument souligner que, dans le cas de la Syrie, est répandue une désinformation massive sur ce qui se passe sur le terrain. Une machine de propagande très sophistiquée a été mise sur pied. Les médias relaient systématiquement, par exemple, les informations en provenance de ce qu'on appelle *L'observatoire syrien des droits de l'homme*. Si vous portez attention aux dépêches de presse publiées dans *Le Devoir* ou dans *La Presse*, cette source est citée systématiquement, quelquefois exclusivement, alors que d'autres sources plus crédibles sont ignorées. Dans plusieurs cas où des massacres ont clairement été commis par les rebelles, les dépêches semaient le doute, soit en attribuant les massacres au gouvernement, soit en affirmant que la responsabilité n'est pas claire.

Dans certains cas, l'erreur était grossière. J'ai gardé quelques photos publiées dans *Le Devoir*, dans *La Presse* à propos des manifestations pro-régime, montrant des gens qui portent la photo du président Bashar El Assad, alors que la légende en bas de la photo indique qu'il s'agit d'une manifestation anti-régime. La BBC a publié en mai 2012 une photo qui montrait supposément les cadavres de civils de la ville de Houla, où un massacre avait eu lieu. La légende attribuait ces morts à l'armée syrienne, et la BBC a publié la photo en guise de preuve, notant toutefois que la photo n'avait pas été vérifiée de façon indépendante. Or, il s'est avéré que la photo avait été prise en Irak en 2003, par le photographe Marco di Lauro. Même s'il s'agissait d'une erreur faite de bonne foi, la publication de la photo a révélé une tendance des médias à croire tout ce qui venait des rebelles. Il n'est pas facile de déterminer avec certitude ce qui s'est passé à Houla où plus d'une centaine de personnes furent massacrées en mai 2012. Il semble que le gouvernement a effectivement bombardé un regroupement de rebelles qui a fait une vingtaine de morts. Mais ensuite, les rebelles seraient arrivés et ils ont assassiné à l'arme blanche environ 80 personnes dans le village, qu'ils estimaient être proches du régime.

Ces erreurs ou désinformations ponctuelles révèlent quelque chose de beaucoup plus grave et de beaucoup plus systématique. Une représentation du conflit syrien de façon dichotomique : un dictateur d'un côté, un peuple qui a pris les armes en désespoir de cause de l'autre. Mais de plus en plus un autre récit émerge : celui d'une rébellion armée qui ne répond plus aux objectifs des forces populaires démocratiques, ni aux intérêts du peuple syrien, mais à des objectifs géostratégiques qui sont ceux de puissances régionales et internationales qui veulent détruire la Syrie en tant qu'acteur régional. Dans ce processus, la véritable révolte démocratique, possible dans les premiers mois de 2011, a été volée au profit d'intérêts étrangers dont les objectifs sont fort éloignés de toute conception démocratique.

Pour qu'il n'y ait pas de malentendu, je souhaite réitérer que je n'ai aucune sympathie pour le régime, et je pense qu'il doit absolument changer. Mais il pourrait changer par une guerre civile qui va provoquer un scénario à l'irakienne ou, ce que l'OTAN souhaite, un scénario à la libyenne. Les puissances de l'OTAN voulaient que le régime désarme, alors qu'on continue à armer les rebelles, à les entraîner, à leur fournir de l'équipement et de l'information, du renseignement militaire pour les rendre plus efficaces. C'est là où l'on en était au moment de cette communication (début septembre 2012). Quatre mois plus tard, on voit que le gouvernement est toujours en place, que les puissances étrangères souhaitent discuter avec lui et ont abandonné le projet de le renverser par une rébellion armée.

Dans ce processus, la possibilité d'une révolte porteuse de changement démocratique a avorté. La révolte a été volée.

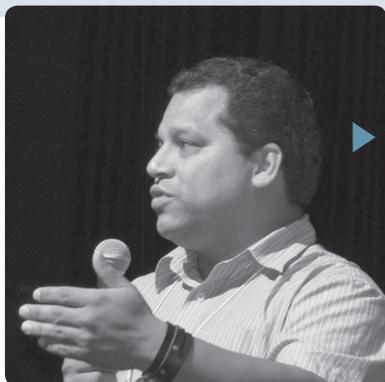
¹ Voir par exemple Oliver Schlumberger, Ed. (2007), *Debating Arab Authoritarianism, Dynamics and Durability in Nondemocratic Regimes*, Stanford University Press.

² On peut le lire à l'adresse : <http://www.motherjones.com/politics/2003/03/thirty-year-itch-oil-and-arms>



En plein désordre mondial, place aux mobilisations

Du Chili au Québec : des luttes étudiantes solidaires



MARTIN MOVILLA

Journaliste, réalisateur et chroniqueur, spécialiste de l'Amérique latine. Originaire de la Colombie, il a travaillé comme responsable de l'information politique et des mouvements sociaux, journaliste d'enquête, correspondant de guerre et spécialiste des cartels de la drogue. Au Canada depuis 2000, il a d'abord été chroniqueur, analyste et chercheur pour plusieurs émissions de la radio et de la télévision (Radio-Canada) avant de devenir présentateur-réalisateur à Radio-Canada International.

Ensemble nous allons essayer de comprendre s'il y a un lien entre le mouvement des étudiants ici au Québec et ce qui est arrivé un peu partout en Amérique latine depuis 2011.

En Amérique latine, ont eu lieu de grandes manifestations principalement au Chili et en Colombie, mais de façon générale presque partout sur le continent, surtout dans la sous-région latino-américaine. Aujourd'hui je parlerai davantage de trois cas de manifestations des étudiants et de la jeunesse latino-américaine : au Mexique, en Colombie et au Chili.

Le cas chilien et colombien

Dans ces deux cas, la Colombie et le Chili, les manifestations sont vraisemblablement en lien avec celles qui se déroulent encore aujourd'hui au Québec à propos des frais de scolarité. Au Chili, les étudiants se sont prononcés contre l'éducation privatisée — donc pour l'éducation gratuite et contre des décisions d'État, où le gouvernement cherchait à privatiser davantage le réseau public et à diminuer la participation de l'État dans le financement de l'éducation. Dans le cas de la Colombie, les étudiants se sont prononcés contre la possibilité de fermer des universités publiques et de privatiser graduellement l'éducation. Sans être tout à fait identique à ce qui se passe au Québec, la toile de fond est la même, soit le droit à l'éducation.

Le cas mexicain

Au Mexique, même si les manifestations sont organisées par des étudiants, il s'agit plutôt d'un mouvement politique contre un parti politique, le PRI, le Parti Révolutionnaire Institutionnel. Ce parti existe depuis des dizaines d'années et a détenu le pouvoir pendant presque un siècle ! Il va reprendre le pouvoir dans quelques semaines, à la suite de l'élection de son candidat à l'élection présidentielle. Or, le mouvement étudiant veut dénoncer la participation de ce parti politique et des médias privés à ce qu'ils ont appelé, dès avant le scrutin, le vol des élections et du résultat des élections pour ramener le PRI au pouvoir. C'est un mouvement de contestation qui s'appelle maintenant *Je suis le 132*. À la fin, avant les élections, ce mouvement a repris aussi le thème de l'éducation pour parler là encore de gratuité. Il y a donc un lien avec ce qui se passe au Québec, mais ce n'est pas une connexion spontanée.

C'est à travers ce rapide portrait que je vous dis d'entrée de jeu que rien de ce qui s'est passé en Amérique latine depuis 2011 est le fruit du hasard. C'est une véritable organisation sociale qui grandit depuis quelques années et qui se construit tranquillement. Nous allons essayer de mieux comprendre la situation de ce qui se passe aujourd'hui et qui s'est passé au Chili en 2011 et encore cette année, car il y a une semaine, il s'est déroulé des manifestations étudiantes dans la rue au Chili, avec 250 000 étudiants, parents, professeurs, pour exiger la gratuité de l'éducation supérieure. Même chose en Colombie, des manifestations ont eu lieu la semaine passée et encore jeudi de la présente semaine. On prévoit des manifestations encore une fois dans un mois pour continuer la lutte, pour que le gouvernement ne puisse plus revenir sur l'idée de la privatisation des universités publiques.

Me gustan los estudiantes - J'aime les étudiants

(Violeta Parra 1917 – 1967) - Interprétée par Mercedes Sosa

¡Que vivan los estudiantes,
jardín de las alegrías!
Son aves que no se asustan
de animal ni policía,
y no le asustan las balas
ni el ladrar de la jauría.
Caramba y zamba la cosa,
¡que viva la astronomía!

Que vivent les étudiants,
Jardin de toutes les allégresses!
Ils sont des oiseaux qui n'ont pas peur,
des animaux ni de la police,
n'ont pas peur des balles
ou des aboiements de la meute.
Caramba et samba la chose,
Que vive l'astronomie!

Me gustan los estudiantes
que marchan sobre la ruina
Con las banderas en alto
va feda la estudiantina:
son químicos y doctores,
cirujanos y dentistas.
Caramba y zamba la cosa
¡vivan los especialistas!

Que vivent les étudiants
qui marchent sur les ruines.
En tenant haut des drapeaux
vont tous les étudiants:
Ils sont des chimistes et des médecins,
chirurgiens et dentistes.
Caramba et samba la chose
Que vivent les spécialistes!

¡Que vivan los estudiantes
que rugen como los vientos
cuando les meten al oído
sotanas o regimientos.
Pajarillos libertarios,
igual que los elementos.
Caramba y zamba la cosa
¡vivan los experimentos!

Que vivent les étudiants,
qui rugissent comme les vents
quand ils veulent mettre dans leurs oreilles
des sottanes ou des régiments.
Oisillons libertaires
Comme les éléments.
Caramba et samba la chose,
Que vivent les expériences!

Me gustan los estudiantes
que van al laboratorio,
descubren lo que se esconde
adentro del confesorio.
Ya tienen un gran carrito
que llegó hasta el Purgatorio
Caramba y zamba la cosa
¡los libros explicatorios!

Que vivent les étudiants
qui assistent au laboratoire,
et ils découvrent ce qui se cache
à l'intérieur du confessionnal.
Ils ont un grand panier
qui à déjà atteint le purgatoire
Caramba et samba la chose
Les livres explicatifs!

Me gustan los estudiantes
Porque son la levadura
del pan que saldrá del horno
con feda su sabrosura,
para la boca del pobre
que come con amargura.
Caramba y zamba la cosa
¡viva la literatura!

Que vivent les étudiants
parce qu'ils sont la levure
du pain sortant du four
avec toute sa saveur,
pour la bouche des pauvres
qui mangent amèrement.
Caramba et samba la chose
Que vive la littérature!

Me gustan los estudiantes
que con muy clara elocuencia
a la bolsa negra sacra
le bajó las indulgencias.
Porque, ¿hasta cuándo nos dura
señores, la penitencia?
Caramba y zamba la cosa
Que vive toute la science! ¡

Que vivent les étudiants
qu'avec une claire éloquence
au sac sacré noir
descendent les indulgences.
Parce que, combien de temps durera
Messieurs, la pénitence?
Caramba et samba la chose
Qué viva feda la ciencia!

Me gustan los estudiantes
porque levantan el pecho
cuando le dicen harina
sabiéndose que es afrecho
y no hacen el sordomudo
cuando se presenta el hecho.
Caramba y zamba la cosa
¡el código del derecho!

Que vivent les étudiants
parce qu'ils soulèvent la poitrine
quand on leur dit que c'est de la farine
en sachant que c'est du blé de son,
et ne font pas sords muets
lorsqu'on leur présente les faits.
Caramba et samba la chose
Le code du Droit!

En plein désordre mondial, place aux mobilisations

Mais comment en est-on arrivé là ?

Il faut partir des années 1960. C'est pour ça que c'est dommage que vous n'avez pas pu entendre la chanson — la chanson¹ par laquelle je voulais aborder cette partie plus historique. C'est une chanson qui ne date pas d'aujourd'hui et parle des étudiants. Elle a été écrite par Violeta Parra et décrit le courage des étudiants qui voulaient tout changer. Mais l'époque dont elle parle, ce n'est pas celle d'aujourd'hui. Par contre, on pourrait facilement chanter cette chanson aujourd'hui tant au Québec qu'en Colombie, au Chili et au Mexique.

Ce sont des étudiants qui se révoltent. Ces manifestations étudiantes en Argentine, au Chili, en Uruguay, au Brésil ont été brisées, il ne faut pas l'oublier, par les dictatures de cette époque. C'est très important à retenir parce que les années 1960 ont été des années de mouvements sociaux en Amérique latine où la vie bougeait beaucoup dans presque tous les pays. Je vous parle de l'époque postrévolutionnaire de Cuba. Une ambiance de révolte s'est installée un peu partout. Il se crée des groupes de guérilla en Colombie et, même si on n'en a jamais trop entendu parler, mais elle a existé une guérilla au Venezuela était plus organisée et plus forte qu'en Colombie. La découverte du pétrole a mis fin au projet de guérilla : l'argent est arrivé, et avec lui, des subventions de l'État pour presque tout ce dont la société vénézuélienne de l'époque avait besoin.

Les années 1960 étaient donc bouillonnantes en un sens. C'était des années où il y avait vraiment beaucoup de compromis sociaux et d'engagements de la part des étudiants. Malheureusement les dictatures ont été portées au pouvoir un peu partout.

Si vous avez le temps un jour d'aller voir sur internet, vous trouverez un film très pertinent sur le sujet ; il n'existe qu'en espagnol : *La Noche de los Lapices*², en français *La nuit des crayons*. Ce film montre la lutte de groupes d'étudiants de l'époque pour l'autonomie universitaire. C'est un film réalisé d'après l'histoire vraie d'un groupe de leaders étudiants qui ont été arrêtés, torturés et tués par la dictature. Tous sont morts sauf un, qui était l'enfant d'une famille riche. Sa famille a négocié avec la dictature et il a été libéré après plus d'un an d'emprisonnement. C'est lui qui raconte l'histoire. Il s'était engagé à ne plus jamais parler de cet épisode et sa famille l'avait envoyé en Europe pour qu'il se taise. Mais ce garçon, quelques années plus tard, a décidé quand même de faire un film. Il montre ce mouvement étudiant en Argentine dans les années 1960 et 1970. Mais ce film pourrait avoir été tourné n'importe où en Amérique latine, car, à l'époque, ça bougeait beaucoup et ça bougeait partout !

C'est pourquoi j'insiste... Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, il faut partir de là, parce que, à cette époque, s'installent les dictatures et le droit de parole s'arrête, débutent les assassinats sélectifs, s'ajoutent ensuite les massacres, les disparitions forcées, etc. Les sociétés latino-américaines deviennent donc tant en Amérique centrale qu'en Amérique du Sud, des sociétés dans lesquelles les citoyens doivent se taire pour ne pas se faire tuer.

Le Chili et la Colombie

C'est donc dans cette ambiance morose pour la liberté d'expression que beaucoup d'enfants sont nés, une ambiance dans laquelle on ne pouvait pas questionner, on ne pouvait pas mettre en cause, d'aucune façon que ce soit, la responsabilité de l'État ni dans le financement de l'éducation, ni plus généralement dans la façon de faire fonctionner le pays. C'est pour cette raison, par exemple, qu'au Chili, tous les gouvernements, sauf actuellement celui de monsieur Piñera, tous les gouvernements qui ont succédé à la dictature, des gouvernements qui faisaient partie de la concertation, etc., sont des gouvernements qui n'ont jamais voulu faire les révolutions qui s'imposaient après la dictature. Ils ont voulu tenir un peu le cap sur ce que la dictature avait fait, et ils ont cherché à tenir les engagements que monsieur Pinochet avait pris quand il était dictateur, surtout du côté économique. La raison ? Peur de faire changer les choses de façon brusque, parce que faire basculer la vie d'un pays n'est pas facile et les dirigeants « postdictature » avaient peur de générer des violences et des révolutions armées.

Ce qu'on a vu en 2011, ce n'est donc pas le résultat de quelques étudiants qui se sont dit « on va faire une révolution aujourd'hui ». En fait, ce sont des mouvements étudiants créés longtemps auparavant, même pendant la dictature dans le cas du Chili, qui ont commencé à travailler ensemble. Au début, ces mouvements étudiants étaient faibles, hésitants, insignifiants, puis ils ont commencé à s'organiser année après année. À la fin de la dictature, après le départ de Pinochet, on a vu une première manifestation en 2006. Pourquoi en 2006 ? Les étudiants — et ça démontre aussi les changements entre les années 1960 et 2011 — en 2006 donc, ce sont des étudiants des écoles secondaires, c'est-à-dire des adolescents de 14, 15, 16 ans, qui décident de paralyser le pays pour demander l'éducation gratuite pour les études supérieures.

En 2006, ils ne sont même pas soutenus par les étudiants universitaires. Ils ne sont pas accompagnés non plus par leurs parents, ni par des dirigeants politiques. Ils demandent, entre autres, que l'éducation, qui, au Chili, est municipalisée dans le cas de l'éducation primaire et secondaire, devienne une éducation nationale, financée directement par le gouvernement central. Ces manifestations d'étudiants d'écoles secondaires, ne réussissent pas à obtenir complètement gain de cause auprès du gouvernement. Par contre, ils ont réussi à paralyser le pays et

madame Bachelet, présidente à l'époque, a dû négocier avec eux. Elle s'est engagée à changer une loi adoptée à l'époque de Pinochet, la loi de l'Organisation de l'Éducation qui privatisait, en général, l'éducation au Chili, surtout l'éducation supérieure. Elle inscrit les changements dans le texte, mais pas vraiment dans la réalité. Pour certains, c'est une trahison de sa part, pour les autres c'est simplement des promesses qu'elle n'a pas pu tenir parce qu'elle n'avait pas le soutien politique pour le faire.

On a donc tenté de changer la loi chilienne, on a changé le nom de la loi de Pinochet, on a fait quelques autres changements, pour la plupart « esthétiques ». Mais, dans la réalité, la situation continue d'être la même aujourd'hui qu'au temps où Pinochet avait installé la loi pour le financement de l'éducation.

Ces mouvements de 2006, qu'on a surnommés là-bas les manifestations de « pingouins » parce qu'ils sortaient dans la rue avec leurs uniformes d'école, sont la base de la révolution étudiante vécue au Chili en 2011 et 2012. Ces mouvements ont commencé, se sont développés progressivement, ont mûri. Ils ne sont pas le fruit du hasard. Ce qui arrive aujourd'hui, c'est quelque chose de bien organisé et calculé : les étudiants n'ont pas fait de grandes manifestations dès le début, ils ont organisé des petites manifestations de quartiers, puis ils ont entrepris des manifestations de zones, de régions, et finalement, ils ont pris d'assaut la capitale, unis. C'est un processus très bien organisé, très bien réalisé, qui a un lien avec d'autres événements : les Indignés, Occupy et un autre mouvement dont on n'entend beaucoup moins parler, à Londres en 2011, quand il y eut des manifestations importantes contre la hausse des frais de scolarité des universités.

Cette organisation britannique est décrite par des gens du mouvement chilien qui, disent-ils, *étaient en communication avec des gens à Londres, qui nous ont envoyé des informations sur ce qui se passait là-bas, et on s'était dit qu'on était capable*. Et ils l'ont fait. Ce mouvement chilien s'est mis en communication avec un mouvement colombien d'étudiants de gauche qui ne pouvait pas agir tout seul. Il s'était donc mis d'accord avec d'autres mouvements étudiants pour créer une sorte de super association des étudiants d'universités privées et publiques, afin de s'opposer à un projet de loi du gouvernement. Le gouvernement colombien cherchait alors la privatisation d'une partie de l'éducation publique parce qu'il voulait rentabiliser l'éducation et ainsi faire des universités publiques une source de revenus pour l'État. Ce mouvement colombien a échangé des expériences avec le mouvement chilien, et les deux mouvements ont commencé leurs propres manifestations. Fait étonnant dont on a jamais ou presque entendu parler ici au Canada, des manifestations simultanées eurent lieu, le 1^{er} novembre, dans quatre villes colombiennes et cinq villes chiliennes à la même heure portant comme revendications exactement les mêmes quinze points.

Voilà tout un partage d'informations entre deux pays et une organisation assez vaste pour affirmer que c'est un événement très bien coordonné. Ce n'est pas le hasard, ce n'est pas quelque chose qui est apparu par hasard, c'est vraiment une organisation bien élaborée.

Le Mexique

Les Mexicains ont repris ce genre d'organisation de mouvements sociaux. Ils reconnaissent, en effet, aujourd'hui s'être inspirés de l'expérience de la Colombie et du Chili, non pas tant directement pour l'éducation que pour la participation démocratique. D'où est né le mouvement *Je suis le 132* ? Voici rapidement la réponse. Celui qui est aujourd'hui le président élu du Mexique a étudié à une université privée, l'Université ibéro-américaine, il y a donné un discours. Mais quand il était gouverneur de l'État du Mexique, il avait ordonné à la police d'empêcher des manifestations et de refouler des manifestants qui avaient notamment pris le contrôle de plusieurs entités d'État. Cela s'est passé à Atenco. Ces manifestations ont mal tourné, la police est intervenue violemment. Deux étudiants de 14 et 16 ans ont été tués par la police et sept personnes, les leaders de cette manifestation, ont été arrêtées et condamnées à des peines allant de 35 à 67 ans de prison, accusées de terrorisme et de kidnapping. Finalement la Cour suprême de justice du Mexique a décidé d'annuler les condamnations. Mais pour une bonne partie de la population mexicaine, il reste clair que c'est monsieur Peña Nieto, celui qui va devenir le président du Mexique, qui avait ordonné et autorisé ces violences. Lors d'un de ses discours dans une université, un étudiant prend la parole et lui demande : *Qu'est-ce que vous pouvez nous dire sur ce qui est arrivé à Atenco ?* Et la réponse du président : *J'ai fait ce qu'il fallait faire pour que la démocratie tienne au Mexique et pour que les terroristes et les criminels ne s'emparent pas de la démocratie qui appartient à tout le monde*. Devant la contestation des étudiants qui ont alors commencé à siffler, la police est intervenue. Et à l'égard de cette contestation, les médias mexicains ont allégué que ceux qui avaient posé des questions et fait du chahut n'étaient pas des étudiants, mais des terroristes ou des gens du mouvement politique communiste qui voulaient se faire passer pour des étudiants.

Les étudiants ont répliqué par une vidéo³ que l'on peut voir sur Youtube, *Yo soy 131*, en français *Je suis le 131*. En effet, 131 étudiants de cette université privée mexicaine, des gens pas nécessairement des pauvres, on s'entend, sont apparus devant la caméra disant : *Je m'appelle X, j'étudie dans telle matière, dans telle université et voilà ma carte d'identité, je ne suis ni terroriste ni politicien. Je voudrais juste savoir ce qui est arrivé à Atenco*. De ces 131 personnes vues à la caméra, certaines ont été stigmatisées, plusieurs ont été menacées. Beaucoup de gens au Mexique ont manifesté leur réaction spontanée sur les réseaux sociaux, sur Facebook, Twitter, etc., en proclamant *Je suis le 132. Vous n'êtes pas tous seuls, je suis le 132*. C'est ainsi qu'est né le mouvement *Yo soy 132*.

Disparités et ressemblances

Ces trois situations sont similaires sur de nombreux points, notamment parce que ce sont des étudiants à l'origine des mouvements. Dans le cas de la Colombie et du Chili, les objectifs poursuivis sont la gratuité de l'éducation et le changement de modèle de l'éducation. Au Mexique, il s'agit d'un mouvement axé sur la participation démocratique, l'opposition à un parti politique sans aucun doute corrompu, le PRI, un parti reconnu pour avoir participé à des alliances avec des narcotrafiquants, des alliances de corruption, reconnu aussi comme responsable de massacres dans l'histoire mexicaine. Mais surtout, ce qu'il faut retenir dans ces trois cas, c'est qu'il s'agit de trois mouvements rapidement devenus des mouvements beaucoup plus vastes qui débordent les seules réclamations dans le domaine de l'éducation.

En Colombie, on parle aujourd'hui de participation politique massive, on parle d'une possibilité réelle aussi pour le mouvement étudiant de générer un changement majeur de l'éducation aux niveaux primaire, secondaire et supérieur, alors qu'au début on parlait seulement des universités.

Au Chili, aujourd'hui, c'est carrément la réclamation de la gratuité. Que s'est-il passé dans le cas du Chili ? Le gouvernement a dû reculer, mais le mouvement continue parce que les étudiants ne sont pas encore satisfaits. Le gouvernement a présenté, il y a une semaine et demie, un projet de loi qui réduit de 6 % à 2 % les intérêts pour les prêts étudiants, il a augmenté à 22 milliards sur 5 ans la somme totale allouée à des prêts pour l'éducation et il a ramené à 10 % le maximum que l'on peut exiger de quelqu'un pour payer les frais de dette de scolarité. Donc du salaire d'un individu bénéficiaire de prêts pour ses études, personne, ni la banque ni autre institution, ne peut exiger plus de 10 % pour payer une dette d'étude. Il faut bien comprendre que le Chili est le pays du monde dont le coût per capita est le plus élevé en matière d'éducation.

Je vous donne un exemple. Selon les chiffres de l'OCDE, les études en journalisme au Chili coûtent 8 400 \$ par année. Une somme annuelle apparemment raisonnable, sauf qu'en Colombie, il n'en coûte que c'est 5 000 \$, au Venezuela 3 200 \$, en Argentine, 4 900 \$, etc. C'est le cas des universités privées. Or au Chili, si on tient compte du PIB per capita, cette somme représente pour plusieurs 22 % du PIB. Donc pour les gens qui doivent payer ce montant, dans un pays dont le salaire d'une grande partie de la population ne dépasse pas les 300 \$ par mois, vous comprenez que c'est impossible à payer.

Les spécificités des mouvements d'aujourd'hui

La société se mobilise avec les étudiants

Voilà pour l'aperçu du cas du Chili, de la Colombie et du Mexique. Qu'y a-t-il de nouveau dans ces situations ? J'ai évoqué, plus tôt dans mon exposé, les manifestations des années 1960. Dans les années 1960, les parents ne s'impliquaient pas. Or, en 2011 et 2012, non seulement dans les pays cités, mais en général dans les pays d'Amérique du Sud et dans les pays d'Amérique centrale, des parents sont sortis dans la rue, des personnes âgées sont sorties dans la rue, des étudiants plus jeunes sont sortis dans la rue. Que s'est-il passé ? Est-ce seulement pour une conscientisation ? Non, en fait, c'est tout le climat social de la région qui change. Depuis une quinzaine d'années, l'Amérique latine est en train de vivre un renouveau politique. Quand on voit qu'une femme ex-commandant de guérilla devient présidente du Brésil, c'est incitatif, donc beaucoup plus facile sans aucun doute de penser qu'il est possible de sortir dans la rue et manifester pour faire connaître ses revendications. En Bolivie, quand on voit des ministres du gouvernement d'Evo Morales démissionner et faire une grève contre lui dès le lendemain, même s'ils étaient auparavant des amis et des alliés, on a l'espoir de pouvoir manifester son désaccord.

C'est ce qui est arrivé au Chili. Les étudiants se sont organisés en 2006, ils se sont rendus compte que le gouvernement Bachelet n'avait pas accordé ce qu'ils réclamaient, mais que le gouvernement Piñera, qui lui succédait, ne voulait même pas réviser leurs demandes et risquait, au contraire, de faire empirer leur situation. Les étudiants sont donc à nouveau sortis dans la rue et avec eux, les parents, les professeurs aussi... Fait étonnant, malgré l'intention des partis politiques dans tous ces pays de réaliser une récupération politique des mouvements des étudiants, ils n'ont pas réussi à le faire. Ni dans le cas du Chili, ni dans le cas de la Colombie, ni dans le cas du Mexique.

Ces mouvements étudiants ont mené à des manifestations plus larges avec l'appui des syndicats, des organisations de parents, et autres. Il existe des politiciens qui prononcent des discours, comme fait madame Marois ici, par exemple, mais ils ne récupèrent ni le discours ni les prétentions des étudiants.

Le nouveau contexte politique a fait sauter la chape de silence social

Ces événements s'inscrivent dans l'idée d'une Amérique latine qui change, d'une Amérique latine dans laquelle il est aujourd'hui beaucoup plus facile de créer des mouvements sociaux, en sachant que des États financent une partie de ces mouvements, que des gens autrefois considérés comme terroristes dans plusieurs de ces pays sont devenus des présidents, des ministres, etc.

Quand on voit qu'Evo Morales, un ex-leader paysan de producteurs de feuilles de coca et, à cette époque, considéré comme un terroriste par les États-Unis, est aujourd'hui président de son pays, c'est quand même quelque chose ! Prenons le cas de Chavez au Venezuela... on peut être d'accord ou pas avec ses idées, mais une chose absolument vraie, c'est que les Américains ont essayé à maintes reprises de le démettre du pouvoir et ils n'ont pas réussi. Voilà ce qui donne du courage à des gens qui considèrent que la société peut changer. Il faut l'admettre, le seul pays d'extrême droite de la région, pendant les dix dernières années, la Colombie, a changé de cap et le nouveau président, monsieur Santos, signe des accords avec ses voisins, considérés auparavant comme des ennemis. Quand on apprend que ce président est en train de prendre en compte les mouvements sociaux, on voit du changement. Le fait que les présidents de la région acceptent quelques fois des émissions de télévision ou de radio parfois un peu longues, on s'entend — et qu'ils parlent pendant des heures, répondant aux questions du public, qu'ils essaient de prendre des décisions, etc. Bref, ils essaient d'instaurer un discours et une connexion avec leur société.

J'insiste encore, ces mouvements ne sont pas le fruit du hasard, ce sont des manifestations organisées qui ont commencé avec des mouvements sociaux qui n'avaient rien à voir avec l'éducation, des gens qui ont travaillé pendant des années à la conscientisation de ces étudiants, de leurs parents aussi. Ce sont donc les étudiants qui ont réussi à s'organiser peu à peu en se disant : *C'est le moment de faire quelque chose.*

Tout a commencé officiellement au Chili en 2006, mais dans la réalité, si on observe les manifestations des dernières années, on se rend compte que des manifestations même contre Chavez au Venezuela ont été organisées par des étudiants. En Équateur, pendant un moment de crise économique et politique où l'État a changé trois fois de président en moins de quatre mois, ce sont les groupes étudiants et les groupes sociaux qui sont sortis dans la rue pour exiger, par exemple, une normalisation de la situation.

Les étudiants se regroupent, tous partis politiques confondus

Vous l'aurez compris, ces mouvements n'ont pas été créés de toute pièce hier ou il y a un an. Oui, les considérations, les demandes des étudiants sont logiques, ils réclament l'éducation gratuite et autres ajustements, mais les manifestations prennent un sens beaucoup plus large. Pour la première fois, dans le cas de l'Amérique latine, et aussi en d'autres pays comme le Honduras ou le Guatemala, on voit même des mouvements d'extrême gauche, des communistes radicaux, des étudiants qui considèrent que la seule solution, c'est d'aller frapper avec des cocktails Molotov ou peu importe quoi d'autre. Ils créent des alliances avec des mouvements d'universités privées, plutôt de droite, qui, elles, participent pour la première fois à ces mouvements étudiants déclenchés dans les universités publiques. C'est étrange !

Dans le cas de la Colombie, ceux qui connaissent le pays savent que ce n'est pas évident qu'un étudiant de l'Université nationale publique, connue par une histoire révolutionnaire unique, croise sur son chemin quelqu'un de l'Université de los Andes ou la Javeriana, des universités privées que fréquentent les gens très riches. Et pourtant, en Colombie, les manifestations, il y a une semaine, ont regroupé 38 universités publiques et 48 universités privées !

Dans le cas du Chili, la majorité des universités sont privées. Les manifestations ont d'abord été organisées par les étudiants des écoles secondaires privées, puis s'y sont joints des étudiants du niveau public, et finalement des étudiants de toutes les universités.

Dans le cas du Mexique, le mouvement *Je suis le 132*, au début, comptait seulement des gens qui étaient des opposants universitaires mobilisés par la crainte de se faire avoir dans les élections. C'est devenu rapidement un mouvement de société pour la démocratie, puis on est passé à une autre étape beaucoup plus vite. Aujourd'hui, on parle d'une transformation de la société. Aussi, trouve-t-on, dans l'organisation de ce mouvement, des gens de gauche, de centre, de droite. Même des gens du PRI en font partie parce qu'ils s'opposent à la façon de faire du PRI. Eux aussi croient qu'il faut changer !

Des références et inspirations internationales

Ce qu'on voit aujourd'hui, ce sont vraiment des mouvements organisés avec un cadre d'opération qui tient compte de ce qui s'est passé dans le monde. Je parlais tout à l'heure de Londres, d'Occupy, les Indignés, etc., ce vaste mouvement est issu d'un processus d'organisation qui s'est développé pendant des années, au cours desquelles, sur le plan national de chaque pays, les syndicats ont perdu de l'importance, alors que des mouvements sociaux — des mouvements d'autochtones, des femmes, des sans terre, des paysans, etc... la majorité sans éducation formelle — ont commencé à aller de l'avant dans tous ces pays latino-américains.

Si vous considérez la situation du Chili, comment est-il possible qu'aujourd'hui on puisse parler des Mapuches dont on n'entendait presque pas parler il y a quelques années, et qu'on puisse le faire maintenant plus sereinement qu'auparavant ? Sur la façon de se faire connaître même à

l'étranger pour attirer l'attention de son gouvernement, les étudiants ont beaucoup appris des Mapuches qui se sont fait remarquer au niveau international malgré le fait qu'au Chili ils étaient persécutés, arrêtés et condamnés. C'est ce qu'on voit et c'est, je pense, une expérience en train de se vivre aussi au Québec, avec des échanges entre les groupes sociaux sur leurs expériences.

Une expertise partagée pour une mobilisation plus forte, même au Québec

Sans doute des membres du mouvement étudiant d'ici le savent-ils, Camila Vallejo, la leader des étudiants au Chili est venue au Canada. En plus de conférences, elle a rencontré des personnes du mouvement étudiant québécois intéressées à connaître le mouvement chilien. Au fil du partage des expériences, elle a raconté ce qui était le plus difficile, à savoir, par exemple, que, dans toutes les manifestations en Amérique latine, après un certain temps, six mois, sept mois, le mouvement s'essouffait. La raison : les étudiants ont besoin de travailler, les étudiants ont besoin de terminer leurs études, surtout si on tient compte que, dans ces pays, la formule québécoise des prêts et bourses n'existe pas ; en général, ce sont des prêts privés que papa et maman doivent payer — donc toute ma famille est touchée si je ne finis pas mes études pour payer ma contribution, le moment venu.

Donc dans le cas de la Colombie comme dans le cas du Chili, les deux mouvements de l'année dernière, au moment où les gouvernements ont fait des propositions, se sont un peu essoufflés. À l'époque, les gouvernements ont commencé un peu à changer la donne, mais sans trop de conviction, en profitant de l'essoufflement. Sauf que, on vient de le voir cette semaine dans les deux pays, ont eu lieu encore une fois des manifestations de 200 000, 250 000 étudiants. Ce qui démontre que, quand les étudiants décident de s'organiser, la participation peut monter, peut monter encore et encore...

Et c'est ce que madame Vallejo et son groupe ont partagé avec les gens d'ici. *Vous allez faire une manifestation c'est bien, disaient-ils, vous allez sortir dans la rue, c'est bien, mais n'oubliez pas, n'oubliez jamais que le gouvernement va jouer avec le temps.* C'est ce qui est arrivé au Chili, c'est ce qui est arrivé en Colombie. Le gouvernement joue avec le temps, car il sait que, à chaque jour qui passe, le mouvement s'essouffle.

Parmi les autres difficultés, il faut souligner des divisions dans le mouvement chilien, incluant des élections dans les associations étudiantes à la fin de l'année dernière. Madame Vallejo n'est plus la présidente forte qu'elle était avant l'élection étudiante. Elle est devenue vice-présidente. Un changement qui a eu un impact dans la mobilisation, comme en Colombie. On a créé un regroupement des associations étudiantes des universités privées et publiques et au début de cette année 2012, en mars, avril et mai, des leaders ont pris le contrôle de ce regroupement et ils ne voulaient pas manifester.

Il a donc fallu du temps pour que le souffle revienne. Les annonces du gouvernement colombien quant à la possibilité de faire une réforme de l'Éducation ont convaincu beaucoup de gens que c'était le moment de sortir de nouveau dans la rue. Des manifestations ont eu lieu la semaine dernière, aussi il y a deux semaines. On y regardant de plus près, on découvre que, dans les faits, des manifestations ont eu lieu au Chili depuis six semaines et depuis huit semaines en Colombie. La concertation des deux organisations s'est concrétisée cinq ou six semaines plus tard pour devenir des grands mouvements encore une fois.

Ce n'est pas facile de mobiliser des étudiants. Plusieurs de ceux et celles qui se sont mobilisés l'année dernière dans ces deux pays ont terminé leurs études. Pour ceux ou celles qui prennent la relève, ce n'est pas toujours évident. Voilà ce que madame Vallejo voulait partager avec des étudiants d'ici. *Si vous voulez faire ça, leur a-t-elle dit, faites-le mais vous devez savoir que ça va être long, que ça ne va pas être possible dans la réalité peut-être d'obtenir tout ce que vous pensez pouvoir obtenir, mais si vous êtes capables de vous organiser et de tenir le coup, vous allez être capables de vaincre.*

C'est un peu le partage de ces nombreuses expériences, dans le cas de l'Amérique latine en tout cas, qui peuvent aider des groupes à travailler ensemble. Je vous le dis, c'était étonnant, même pour moi, de savoir que, le 1^{er} novembre dernier, se déroulaient, en Colombie et au Chili, des manifestations simultanées, que les documents remis à leurs gouvernements respectifs étaient identiques, que, dans ces documents, on ne trouve pas de revendications communistes, comme l'ont dit certains. Il n'y a que des revendications relativement à la gratuité de l'éducation tout en réclamant que l'éducation devienne quelque part une vraie solution pour la situation économique en Amérique latine aux prises avec de sérieux problèmes sur cette question.

Disons-le, on nous a fait comprendre, il y a plusieurs années, qu'on devait tous devenir des professionnels. Dès lors, pour toutes les familles latino-américaines, le plus important au monde, c'est de travailler pour que son enfant devienne un professionnel. Du coup, on a aujourd'hui des chauffeurs de taxi professionnels, des éboueurs professionnels... c'est la réalité. Et pourquoi une telle réalité ? Parce qu'on nous a vendu l'idée —

vraie à une époque — que, si on est un professionnel, on gagne plus d'argent ; par conséquent, sa famille a beaucoup plus de possibilités sociales et économiques. De plus, il existe une opinion assez importante elle aussi, c'est que, de toute façon, quand on est un professionnel en Amérique latine, meilleur est son statut comme être humain devant la société. C'est dans cette situation, avec de tels critères, que s'est développée au Chili une éducation aussi coûteuse. Tout le monde veut devenir professionnel. Alors au lieu d'avoir 3, 4, 5, 10, 15 universités publiques, on a multiplié les universités privées confiées ensuite à des organisations parfois religieuses, parfois politiques ou économiques, qui ont mis en place une exploitation économique des universités, et donc de l'éducation. Pourquoi ? Parce que de plus en plus de gens veulent aller à l'université. En corollaire, une formation technologique ou technique n'est pas très répandue en Amérique latine. C'est une mentalité qui est en train de changer, mais pendant des années ce choix était perçu comme une voie qui ne donnait rien, surtout économiquement.

Conclusion

En conclusion, je le dirai encore... Ce qui se passe en Amérique latine aujourd'hui, dans le cas des mouvements étudiants, ce n'est pas une situation exclusive aux étudiants, apparue du jour au lendemain. C'est relié à un travail de conscientisation sociale qui s'est élaboré pendant des années par des mouvements sociaux. Ces mêmes mouvements ont créé une conscience sociale dans les pays qu'on appelle la vague de gauche latino-américaine. Si toute cette mouvance a été possible, c'est parce que des gens ont cru que le changement était possible.

Aujourd'hui, il n'y a qu'un gouvernement de droite, voire d'extrême droite, que l'on pourrait qualifier comme tel en Amérique du Sud, c'est celui de monsieur Piñera au Chili. Celui de la Colombie semble ne pas l'être, en tout cas si l'on en juge par ce qu'est en train de faire le gouvernement de monsieur Santos ; il ne semble pas être un gouvernement de droite — en tout cas pas d'extrême droite — contrairement à ce qu'on attendait. Par contre, dans le reste des pays latino-américains, presque tous les gouvernements sont engagés dans des changements sociaux importants : droit des femmes, droit des étudiants, etc.

Y a-t-il des choses à changer ? Oui. Ces gouvernements ont-ils des problèmes ? Oui, ils ont des problèmes de corruption, ils ont des problèmes à tenir tous leurs engagements, ils ont des problèmes pour réaliser des transformations. Mais aujourd'hui, ne l'oublions pas, les mouvements étudiants sont le résultat de nombreuses années de travail de gens qui ont œuvré parfois dans l'ombre, sans être reconnus, en catimini, partout, pour créer des mouvements sociaux qui ont un impact aujourd'hui. Vous seriez surpris de voir qu'aujourd'hui des professeurs d'universités dans les pays qui ont connu des dictatures se prononcent aisément contre le communisme, mais en faveur de la démocratie, donc contre les partis d'extrême droite et le militarisme et les dictatures. Il y a quelques années à peine, c'était impossible, c'était impensable.

Ces mouvements ont donné lieu aux gouvernements de gauche que l'on connaît, une gauche qui n'est pas uniforme, qui n'est pas parfaite, qui n'est pas la même d'un pays à l'autre soit dit en passant. Ce n'est pas la même gauche qu'incarrait Michèle Bachelet au Chili que la gauche de Chavez au Venezuela, absolument pas. Mais ce sont tous des mouvements de gauche.

Bref, un mouvement social ou plutôt des mouvements sociaux en Amérique latine sont en train de bouger. Les étudiants sont davantage engagés et représentés aujourd'hui, mais encore une fois, ce n'est pas apparu par hasard, ce sont des mobilisations qui se sont organisées au fil des ans et aussi qui sont très bien connectées avec les réalités d'ailleurs, celles que vous vivez ici, au Québec, ou qui existent en Europe. Elles ont tout à voir avec la contestation du modèle économique au niveau international.

¹ *Que vivan los estudiantes*, Violeta Parra,
<http://www.youtube.com/watch?v=0x5qxFCSPdQ>

² *La Noche de los lapices*,
<http://www.youtube.com/watch?v=0HL7XkfhSYE>

³ *Yo soy 131*,
<http://www.youtube.com/watch?v=zKXdwMiSL1c>

Ce qui se passe en Amérique latine aujourd'hui... C'est relié à un travail de conscientisation sociale qui s'est élaboré pendant des années par des mouvements sociaux. Ces mêmes mouvements ont créé une conscience sociale dans les pays qu'on appelle la vague de gauche latino-américaine. Si toute cette mouvance a été possible, c'est parce que des gens ont cru que le changement était possible.

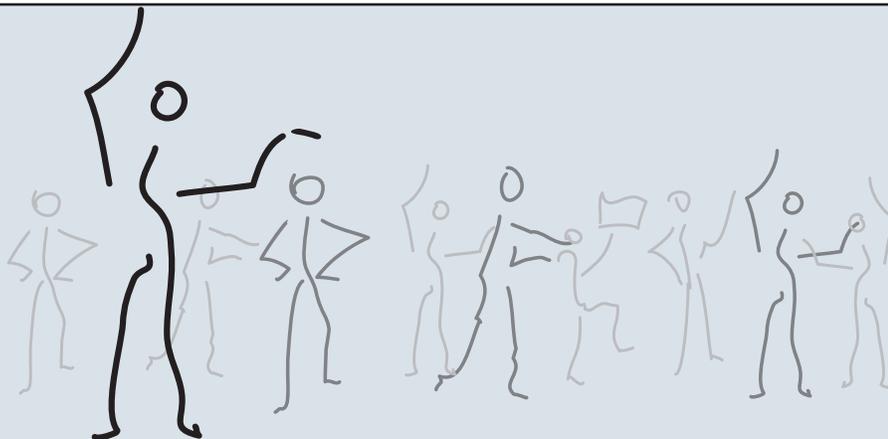
Documentaire

République : un abécédaire populaire

Choqué par l'immobilisme du Québec, le documentariste HUGO LATULIPPE a décidé de réunir, au printemps 2011, 53 leaders d'opinions afin de leur demander ce qu'ils pensaient du Québec moderne et ce qu'ils espéraient pour le futur. À travers une série de mots ou d'expressions, ces hommes et femmes tentent de tracer les contours d'un nouveau projet de société qui pourrait propulser le Québec dans le troisième millénaire et constituer le moteur et l'aboutissement d'une nouvelle social-démocratie. Tantôt drôles, tantôt cinglants, insolents, indignés ou inspirants, les commentaires se succèdent, avec toujours ce même objectif en tête : redonner au rêve ses lettres de noblesse.

Affligé par la collusion entre ses élites politiques et les milieux d'affaires comme par une succession de gouvernements pauvres en idées, le Québec connaît une époque de grisaille politique invraisemblable. Répondant à l'invitation du cinéaste Hugo Latulippe, 53 leaders d'opinions se sont réunis d'urgence au printemps 2011 avec l'intention de commencer à nous reformuler un projet de société. Dans un lieu gardé secret, aux confins de l'hinterland québécois, ils s'adonnent à « une chasse aux mots nouveaux, aux mots qui fument, aux mots avec un pays en-dedans ». Indignés, drôles, cinglants, ils rapaillent un peu de cette énergie intelligente qui abonde dans le Québec de tous les jours et composent devant nos yeux cet abécédaire libre, iconoclaste, de la République du troisième millénaire.

Pour plus d'informations : <http://esperamos.ca/republique/>



Moment d'intériorité

Tu m'as rempli-e d'indignation
(Jérémie 15, 17)

J'aurai beau comprendre les rouages de la mondialisation, si je n'ai pas l'indignation je suis une cymbale retentissant les valeurs néolibérales...
J'aurai beau parlé les langues du monde et utilisé les médias sociaux, si je n'ai pas la passion pour les démunis et les petits, je suis une marionnette qui ne fait que répétée...
J'aurai beau avoir la connaissance, les diverses sciences, si je ne défends pas la démocratie et la concertation, je renforce le courant individualiste ...
S'il me manque l'amour, je ne suis rien...
S'il me manque la justice, je ne suis rien...
S'il me manque la compassion, je ne suis rien...



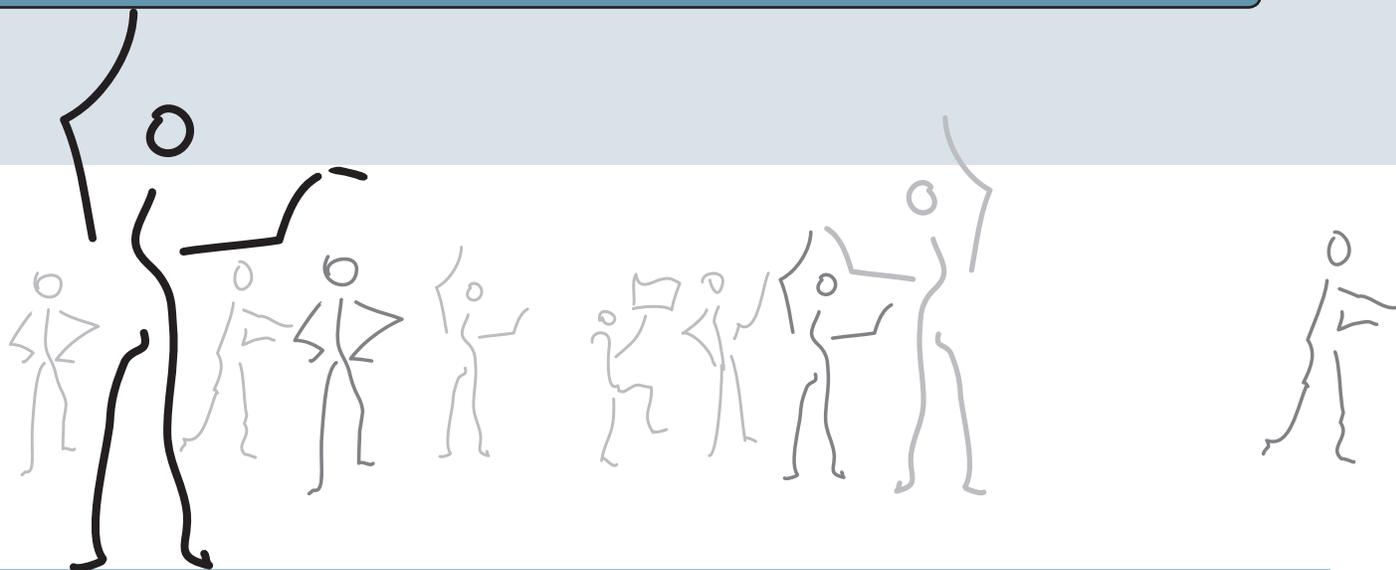
En plein désordre mondial, place aux mobilisations

Ma parole est libre

Kelmati Hora

Je suis ceux qui sont libres et qui n'ont peur de rien
Je suis les secrets qui ne mourront jamais
Je suis la voix de ceux qui ne céderont pas
Je suis le sens parmi le chaos
Je suis le droit de l'opprimé
Qui est vendu par ces chiens (ces gens qui sont des chiens)
Qui privent les gens de leur pain quotidien
Et claquent la porte à la figure des idées
Je suis ceux qui sont libres et qui n'ont peur de rien
Je suis les secrets qui ne mourront jamais
Je suis la voix de ceux qui ne céderont pas
Je suis libre et ma parole est libre
Je suis libre et ma parole est libre
N'oubliez pas le prix du pain
Et n'oubliez pas la cause de notre misère
Et n'oubliez pas qui nous a trahis dans notre temps de besoin
Je suis ceux qui sont libres et qui n'ont peur de rien
Je suis les secrets qui ne mourront jamais
Je suis la voix de ceux qui ne céderont pas

Je suis le secret de la rose rouge
Que les années ont tant aimé
Dont l'arôme a été enterré par les rivières
Et qui a germé comme le feu
Qui appelle ceux qui sont libres
Je suis une étoile brillante dans l'obscurité
Je suis une épine dans la gorge de l'oppresseur
Je suis un vent touché par le feu
Je suis l'âme de ceux qui ne sont pas oubliés
Je suis la voix de ceux qui ne sont pas morts
Faisons de la glaise de l'acier
Et construisons avec cela un nouvel amour
Qui devient oiseaux
Qui devient pays / maison
Qui devient vent et pluie
Je suis tous les gens libres du monde entier
Je suis comme une balle
Je suis tous les gens libres du monde entier
Je suis comme une balle



L'opposition à la minière Osisko de Malartic : une mobilisation contagieuse



NICOLE KIROUAC

Avocate et membre du Barreau du Québec depuis 1984. Enseignante, puis animatrice pédagogique au programme Multi-Média, elle s'est orientée en droit et a poursuivi une carrière de plus de 22 ans devant les tribunaux du Québec. Depuis août 2007, elle est impliquée bénévolement à temps plein dans le débat sur les compagnies minières, entre autres, comme personne-ressource pour le Comité de vigilance de Malartic et, depuis août 2010, pour le Regroupement des citoyens du quartier sud de cette ville d'Abitibi.

La naissance d'une mobilisation citoyenne locale à Malartic

On ne peut aborder la question de la mobilisation citoyenne à Malartic sans d'abord essayer de comprendre comment et pourquoi Osisko, la plus grosse mine à ciel ouvert au Canada, a pu s'installer aussi facilement à Malartic. La chose apparaît tellement inacceptable aux yeux de plusieurs que la question se pose. À ce propos, il faut connaître l'histoire de la ville. Je pense la connaître assez bien. J'y suis née en 1946 et j'y ai résidé jusqu'à l'âge de 27 ans. J'en connais l'histoire, celle qui se rattache aux faits, aux événements et aux dates. En fait, celle que nous qualifions habituellement de plus objective. Voici très brièvement.

De 1935 à 1963, Malartic a connu une croissance économique et démographique fulgurante passant de 200 à près de 8 000 habitants. Au cours de cette période, pas moins de six mines d'or étaient en exploitation sur le territoire de Malartic créant emplois en abondance, dynamisme social et culturel, prospérité économique et richesse foncière. Malartic vivait à ce moment un présent riche et un avenir qui s'annonçait prometteur.

Mais Malartic, ville minière, donc dépendante quasi exclusivement des mines au plan économique, allait connaître peu à peu un déclin aussi spectaculaire que sa croissance. À compter des années 70, le cours de l'or allait tracer une nouvelle trajectoire. Fermetures des mines du secteur de Malartic, l'une après l'autre, départ des professionnels, fermeture des commerces et exode des familles de mineurs sans emploi.

En 2005, Malartic vit déjà, depuis plusieurs années, un contexte de grande morosité économique et sociale. La richesse foncière a fondu et affiche un manque à gagner important pour maintenir ses services publics. La valeur des immeubles a chuté. La population ne s'élève plus qu'à 3 500 personnes ; le tissu social s'est grandement appauvri. Un adulte sur deux est sans emploi.

C'est dans ce contexte historique qu'arrive à Malartic le projet de la plus grosse mine à ciel ouvert au Canada de la compagnie Osisko avec son projet Canadian Malartic.

Vous me pardonnerez si j'utilise beaucoup le *Je* pour cette présentation. C'est sans aucun doute mon appartenance malarticoise, au surplus fille de mineur, qui fait toute la différence de mon engagement personnel dans le dossier des mines. C'est également parce qu'on m'a demandé une analyse et une vision personnelle sur cette mobilisation citoyenne contagieuse née à Malartic et dans laquelle je suis plongée, à temps plein, depuis maintenant cinq ans.

Il y a donc l'histoire globale, mais il y a aussi la petite histoire. C'est cette petite histoire qui devient fort importante quand arrive le temps de l'implantation d'une mine dans une ville, c'est celle que l'on peut connaître parce qu'on l'habite, c'est aussi celle que les Fred Pellerin de ce monde racontent, celle que les sociologues analysent et celle que les compagnies minières scrutent et font évaluer par des experts avant de s'installer. Les compagnies ont, en effet, tout intérêt à savoir où seront les résistances et de qui elles viendront. Cette histoire, je pense la connaître aussi très bien. Je l'ai connue enfant, étudiante au primaire et au secondaire, ensuite comme enseignante à Malartic et plus tard comme avocate. J'ai connu et vécu la période où les premiers notables de Malartic venaient pour la plupart de familles relativement aisées de Québec et de ses environs. J'ai vu les enfants de ces notables faire leur cours primaire à Malartic, avec nous les fils et filles de mineurs, puis partir vers Montréal

ou Québec pour leurs études collégiales et universitaires et ne plus revenir, si ce n'est comme visiteurs. Après le départ des premiers notables qui a suivi la fin du boom minier à Malartic, on a vu apparaître, à la fin des années 60 et au début 70, une nouvelle génération de leaders: les fils et filles de mineurs. Ils sont enseignants, infirmières, secrétaires et aussi mineurs. Des gens de la place et j'en suis. Jamais, à cette époque, j'en ai la conviction profonde, Osisko aurait pu s'installer à Malartic pour une mine à ciel ouvert, grande ou petite. Avec la dévitalisation de la ville, peu à peu, les nouveaux leaders vont s'installer près de l'un ou l'autre des nombreux lacs qui se trouvent à 10 ou 15 kilomètres de Malartic, la ville ayant perdu beaucoup d'intérêt et de qualité de vie.

Par ailleurs, pendant toutes ces années, on sait qui, parmi les citoyens malarticois chauds partisans de l'Union nationale, se convertiront par la suite au Parti libéral et qui militeront au Parti québécois. On connaît ceux qui pensent à droite et ceux qui penchent plus vers la gauche. On peut identifier qui parle surtout affaires et argent et qui parlent coopération et justice sociale. On connaît, à travers toutes ces années, la pensée et les valeurs des élus municipaux et provinciaux. Toute cette connaissance du milieu, on peut l'avoir quand on vit dans une ville de 3 500 habitants. C'est ce qui nous permet de comprendre et d'expliquer ce qui se passe vraiment.

En 2005, certes j'entendais, comme tout le monde, les rumeurs de plus en plus persistantes de la venue d'un éventuel gigantesque projet de mine à ciel ouvert. Je voyais circuler des documents sur la relocalisation des maisons en 2006 et des documents du Groupe de consultation de la communauté mis en place par Osisko (GCC), des documents qui me questionnaient particulièrement comme avocate. Jusqu'à ce moment-là j'étais restée à l'écart du dossier. Ce n'est qu'en mai 2007, alors que la compagnie avait invité la population à une soirée d'information à l'église que j'ai senti que je devais y aller. J'y suis allée. Là, je constate, en l'espace de deux heures, le malaise qui règne dans l'assistance, la crainte et la gêne également des gens de questionner le promoteur. Je constate tout aussi rapidement, par quelques confidences reçues sur place, les problèmes vécus par plusieurs Malarticois. Des personnes présentes: d'anciens collègues de l'enseignement, des compagnons de travail de mon père, des ex-clients et des amis me demandent si je pouvais les aider. Comment refuser alors que c'est en grande partie à cause du dossier appelé à l'époque le problème d'eau d'un groupe de citoyens de Malartic et de mine nommé la East Malartic, en 1974-75, que je suis retournée aux études en droit en 1978. Une rencontre est fixée.

Plus de 75 personnes se présentent à cette première rencontre. Des citoyens inquiets qui veulent comprendre l'impact de ce projet, les étapes légales du projet, leurs droits et, bien sûr, savoir qui peut les aider. C'est ainsi qu'est né le Comité de vigilance de Malartic. Dans les mois suivants, après avoir lu de toute urgence la Loi sur les mines, j'ai vite compris et mesuré l'ampleur des difficultés que vivaient beaucoup de citoyens. En fait, deux articles seulement de toute la loi étaient pertinents pour ces citoyens. J'ai vite compris que les recours et les droits étaient quasi nuls. Très légalement, alors qu'aucun permis d'exploitation n'a encore été émis, alors qu'aucune étude d'impact n'a encore été réalisée et déposée au ministère par la compagnie, la ville accueillait à bras ouverts la Cie Osisko et lui permettait d'entreprendre l'aménagement d'un nouveau quartier et, pour ce faire, démolir celui que la compagnie veut occuper pour exploiter son futur projet minier. Cette décision allait déclencher une situation extrêmement pénible pour beaucoup de citoyens. Osisko avait carte blanche pour négocier l'achat ou la relocalisation des maisons. Pour moi, témoin de cette situation, comme avocate je ne pouvais absolument pas accepter que la compagnie Osisko, la ville et le gouvernement discutent entre eux de cette conjoncture de vente de gré à gré. Comment peut-on prétendre que les parties en cause disposaient de leur propriété conformément aux conditions essentielles selon le code civil du Québec pour donner un consentement libre et éclairé? Les règles étaient complètement faussées. Jamais, pendant toute cette période, les autorités municipales ne croient important de demander un avis juridique sur toute cette situation afin de supporter et d'éclairer les citoyens de Malartic. Le 7 novembre 2007 à Malartic, après une rencontre avec des hauts fonctionnaires venus de Québec, inquiets de cette nouvelle mobilisation citoyenne qui s'amorçait à Malartic, il est clair que le sort des citoyens est déjà réglé et que le Bureau d'audience publique en environnement (BAPE), qui va tenir une réunion en avril 2009, ne bloquera jamais ce projet. Moralement, légalement et psychologiquement il faut dès lors préparer les membres du Comité de vigilance à cette éventualité.

Ainsi de novembre 2007 à août 2009, le Comité de vigilance tient plus d'une centaine de réunions. Il connaît deux périodes distinctes quant à son fonctionnement et à son membership. L'une se situe avant la réunion du BAPE tenue en avril 2009 et l'autre après cette rencontre du BAPE dure jusqu'à ce jour. C'est un comité *bona fide*. Pas de structure, pas d'incorporation, pas de

... on a vu apparaître, à la fin des années 60 et au début 70, une nouvelle génération de leaders: les fils et filles de mineurs. Ils sont enseignants, infirmières, secrétaires et aussi mineurs. Des gens de la place et j'en suis. Jamais, à cette époque, j'en ai la conviction profonde, Osisko aurait pu s'installer à Malartic pour une mine à ciel ouvert, grande ou petite.

statuts et règlements et aucun financement. Dès le départ, le groupe désigne des porte-parole et j'accepte d'agir comme personne-ressource. Essentiellement, ce sont des gens touchés directement par le projet qui assistent aux réunions, ceux et celles qu'Osisko devaient déplacer, acheter leur propriété ou les exproprier. Les réunions deviennent rapidement hebdomadaires. Les 30 à 70 personnes qui s'y présentent fixent l'ordre du jour et décident, par consensus, des actions à entreprendre. Tout est déterminé en grande partie par l'évolution du projet minier d'Osisko. Il faut rappeler qu'en 2007-2008 ladite compagnie achète des maisons de gré à gré, commence déjà à bâtir le nouveau quartier et, à la fin de 2008, construit de nouvelles écoles. C'est une période de stress indescriptible pour une partie importante des citoyens touchés, un immense stress qui se mesure facilement lors des réunions du Comité de vigilance. Dans la ville et dans le quartier sud qui se défigure peu à peu, règne le chacun pour soi. Les citoyens sont laissés à eux-mêmes. C'est ainsi que se regrouper, venir aux réunions du Comité de vigilance, prend tout à coup le sens de la solidarité et d'une bouée de sauvetage. Les citoyens viennent y chercher des informations, trouvent des oreilles compréhensives et attentives, ainsi que beaucoup de support moral. Les « David contre Goliath »

C'est ainsi que se regrouper, venir aux réunions du Comité de vigilance, prend tout à coup le sens de la solidarité et d'une bouée de sauvetage.

Mais tous sont unanimes sur une chose : la vieille Loi sur les mines, qu'ils connaissent maintenant, doit être changée le plus rapidement possible, car elle ne protège pas les citoyens. Ils ont compris que cette loi est rédigée dans l'intérêt des compagnies minières.

se sentent tout à coup moins seuls. Les membres du groupe choisissent, comme premières actions, d'aller sonder les élus municipaux et provinciaux. Face à la fin de non-recevoir des deux paliers, ils inscrivent alors, dans leur plan d'action, de ne plus perdre de temps avec le politique — tant local que provincial — qui, de toute évidence, a déroulé le tapis rouge pour la minière.

En septembre 2008, alors qu'Osisko dépose son étude d'impact, il devient évident pour les personnes qui assistent aux réunions du Comité de vigilance qu'il y a urgence. Le groupe se stabilise entre 30 et 35 personnes. Ceux qui étaient venus pour connaître leurs droits, pour mieux négocier, vendre leurs résidences ou être relocalisés, ont quitté le comité. Pour eux, le dossier Mines s'arrête là. Pour les autres, pas question de lâcher prise. On distingue alors trois catégories de citoyens dans le groupe : des gens qui veulent rencontrer le BAPE et questionner le promoteur, d'autres qui croient encore possible, par le BAPE, de faire stopper le projet d'Osisko et finalement ceux qui veulent aller se faire entendre, exposer le drame personnel qu'ils vivent et s'assurer que l'Histoire se rappellera de leur lutte. Mais tous sont unanimes sur une chose : la vieille Loi sur les mines, qu'ils connaissent maintenant, doit être

changée le plus rapidement possible, car elle ne protège pas les citoyens. Ils ont compris que cette loi est rédigée dans l'intérêt des compagnies minières. Commence alors pour les membres du Comité de vigilance un travail immense d'étude, de réflexion et de discussion. Il faut d'abord comprendre le contenu de l'étude d'impact déposée par Osisko, comprendre le processus du BAPE, mettre par écrit les propres préoccupations du comité, ce que l'on vit et ce que l'on veut dire devant le BAPE. Malgré le drame personnel qu'ils vivent, les gens sont fiers et ne veulent pas dire n'importe quoi, ni le dire n'importe comment.

En mars 2009, première étape du BAPE, les membres du Comité de vigilance se rendent poser des questions au président et au commissaire. En avril 2009, lors des audiences, 12 membres du Comité de vigilance présentent des mémoires à titre personnel devant une salle remplie à pleine capacité et de nombreux journalistes de *La Presse*, du *Journal de Montréal*, de *Rue Frontenac*. Tous les médias régionaux sont présents. On parle d'Osisko dans les grands médias nationaux et on parle, bien sûr, de tous ces citoyens qui s'opposent et qui ont livré des témoignages bouleversants. Les gens sont sollicités pour des entrevues et s'identifient fièrement comme membres du Comité de vigilance de Malartic.

En août 2009, c'est sans aucune surprise que le Conseil des ministres vote le décret gouvernemental donnant le feu vert à Osisko. Pour ceux qui n'ont pas encore commencé à négocier la vente de leur maison à Osisko, je les invite à le faire, mais sans trop se presser. Avec un cours de l'or qui atteint des sommets historiques, c'est Osisko qui est pressée. La minière veut commencer ses travaux préparatoires rapidement et ainsi faut-il démolir rapidement les résidences restantes dans le quartier sud. J'accompagne alors de façon plus rapprochée et personnelle certains membres du Comité de vigilance dans leurs négociations. Le dernier membre du Comité de vigilance signe la vente de sa maison en avril 2010.

Alors que l'on peut croire sérieusement à un répit pour le Comité de vigilance et, bien sûr, pour moi, comme personne-ressource, le Comité de vigilance est interpellé par un groupe de citoyens de Malartic qui vivent à côté du mur qu'érige Osisko entre la future fosse et la ville. Ils veulent nous rencontrer, car ils ont de gros problèmes causés par le bruit et la poussière. Leur vie est devenue un enfer. Ces personnes comptent pourtant parmi celles qui se réjouissaient de la venue d'Osisko à Malartic deux ans plus tôt. Elles n'ont jamais cru pertinent d'assister aux audiences du

BAPE ou de s'inquiéter de quoi que ce soit. La réalité du projet minier vient de les rattraper. Au début d'août 2010, tous ces citoyens touchés par cette nouvelle situation sont convoqués pour une première rencontre. Plus de 70 personnes en colère se présentent. Une journaliste est présente, la rencontre fait grand écho dans le journal local et régional. La Cie Osisko réagit rapidement et fait savoir par les journalistes qu'elle n'entend plus acheter aucune autre maison et que ces inconvénients vont cesser une fois le mur complété. Les citoyens concernés en colère ne l'entendent pas de cette manière. Naît alors le Regroupement des citoyens du quartier sud de Malartic.

À compter d'octobre 2010, commencent les rencontres hebdomadaires du regroupement. Plus de 50 personnes se réunissent chaque semaine pour décider par consensus des actions à entreprendre pour atteindre l'objectif visé, soit quitter ce quartier devenu invivable et forcer Osisko à acheter leurs résidences.

Le Comité de vigilance, par la présence de son porte-parole et la mienne, commence un accompagnement continu auprès de ce groupe qui dure jusqu'à ce jour. Une autre intense et difficile bataille venait de commencer face à Osisko. La lutte est d'autant plus difficile que les assises juridiques sont quasi inaccessibles. Seul un rapport de force, à bâtir de toutes pièces, peut permettre au groupe de forcer Osisko à acheter la maison de ces personnes, à relocaliser et dédommager les locataires. Je pourrais vous parler pendant des heures des luttes que les gens de ce Regroupement ont dû mener, des agissements des dirigeants de la compagnie, des menaces et intimidations que les principaux porte-parole ont reçues de certains travailleurs mis à pied par la minière en février 2011, des reproches publics des élus municipaux qui n'acceptent aucune critique à l'égard de la minière, des entourloupettes d'Osisko avec le conseil municipal, le député ministre du comté et les fonctionnaires gouvernementaux pour modifier le zonage municipal où habitent ces citoyens afin de pouvoir augmenter les normes et donc le nombre de décibels. En effet, Osisko ne pouvait respecter les normes auxquelles elle s'était pourtant engagée pendant la rencontre avec le BAPE. Ce sont aussi des dizaines de lettres aux différents élus politiques, des dizaines de communiqués de presse, des dizaines d'entrevues à la radio et à la télévision, des rencontres avec des journalistes de Montréal et des actionnaires de la compagnie. Après deux ans de bataille, c'est une victoire partielle qu'aura obtenue le Regroupement, car Osisko, grâce au changement de zonage, a réussi à diviser le groupe, laissant encore — au moment d'écrire la présente communication — cinq propriétaires et six locataires seuls à devoir se battre. Le temps et l'espace ne nous permettent pas de nous étendre davantage sur ces deux ans de luttes du Regroupement des citoyens du quartier sud de Malartic. Cependant je peux à tout le moins affirmer que chacune des expériences vécues par les membres de ce Regroupement ont servi et servent encore à d'autres populations touchées par des projets miniers. Il est faux de prétendre que l'expérience d'autrui ne profite pas à d'autres.

Un autre groupe de citoyens de Malartic, des locataires déplacés par Osisko, sentiront la nécessité de se regrouper pour faire valoir leurs droits. Chassés bien malgré eux du quartier sud qui a été démoli pour faire place à la fosse de la minière, plusieurs locataires à revenu modeste se sont retrouvés dans des situations économiques fort difficiles. À ce jour, certains dossiers de ce groupe restent toujours précaires.

Sans être prophète, on peut affirmer que d'autres groupes de solidarité verront le jour, car les travaux d'exploitation d'Osisko qui devraient s'échelonner durant 10 ans au moins, réservent de nombreuses surprises.

La mobilisation régionale s'organise

Parallèlement aux actions menées par le Comité de vigilance de Malartic, les nombreux articles dans les médias locaux et régionaux ont sensibilisé d'autres citoyens de la région. Des voix se sont élevées pour réclamer d'urgence un grand débat régional sur ces gigantesques mines à ciel ouvert qui s'annoncent partout en région.

Je pourrais vous parler pendant des heures des luttes que les gens de ce Regroupement ont dû mener, des agissements des dirigeants de la compagnie, des menaces et intimidations que les principaux porte-parole ont reçues de certains travailleurs mis à pied par la minière en février 2011, des reproches publics des élus municipaux qui n'acceptent aucune critique à l'égard de la minière, des entourloupettes d'Osisko avec le conseil municipal, le député ministre du comté et les fonctionnaires gouvernementaux pour modifier le zonage municipal où habitent ces citoyens afin de pouvoir augmenter les normes et donc le nombre de décibels.

Mars 2009, alors que les membres du Comité de vigilance se préparent pour une rencontre avec le BAPE, d'autres groupes de la région se font entendre : l'Action boréale, la CSN-A-T, la FTQ, le SEUAT et le REPAT. Naît alors le Regroupement régional pour un débat sur les mines à ciel ouvert (RRDMCO) dont fait partie le Comité de vigilance de Malartic. Le 14 avril 2009, la première manifestation de ce Regroupement a lieu à Malartic devant l'école Renaud où s'ouvrent les audiences du BAPE sur le projet d'Osisko. Richard Desjardins, qui jongle déjà à un projet de film sur l'industrie minière, prend la parole. On l'entend dire dans le porte-voix : *il est grand temps de dompter les mines et c'est icitte à soir à Malartic que ça commence*. Dans mon for intérieur, devant la quarantaine de manifestants présents, je me dis que le poète exagère un brin. Trois ans plus tard, je peux dire qu'il voyait juste.

Quelques mois plus tard, le Regroupement (RRDMCO) publie un manifeste d'une page... Plus de 450 personnes de la région le signent et assument eux-mêmes les coûts de publication. Il paraîtra dans un hebdomadaire régional avec le titre choc *L'Abitibi-Témiscamingue n'est pas un trou*.

Après de multiples pressions et démarches, le RRDMCO force la Conférence régionale des élus (CRE-AT) à tenir un colloque sur les mines. Les membres du Comité de vigilance de Malartic y sont présents, nombreux et au micro. Pour la première fois de son existence, l'industrie minière est abondamment questionnée et mise au banc des accusés.

Le RRDMCO s'est un peu essoufflé au cours de la dernière année, car ses membres occupent déjà de lourdes tâches dans leur propre organisme. Durant les mois qui viennent, ils ont à décider de son orientation et de son fonctionnement. Déjà la réflexion s'oriente vers la formation d'un Comité régional Vigilance-Mines permanent.

La mobilisation s'étend à la grandeur du Québec

Le Comité de vigilance de Malartic a effectivement attiré l'attention des médias et de certains chercheurs universitaires dès la fin de 2007. En février 2008, le Comité de vigilance reçoit une invitation d'un groupe de la Chaire C.A. Poissant et de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable de l'UQAM à venir témoigner de son expérience face au mégaprojet d'Osisko. La rencontre se tient le 14 février, en avant-midi à Montréal, et se termine au cours de l'après-midi par la formation de la Coalition *Pour que le Québec ait meilleure mine*. Cette dernière est composée à ce moment-là de quelques organismes tels : Nature-Québec, Mining Watch, Écojustice de l'Université d'Ottawa, Action boréale, et, bien sûr, le Comité de vigilance de Malartic. Formée au début de quelques milliers de membres, aujourd'hui la Coalition *Pour que le Québec ait meilleure mine* compte plus de 250 000 membres. La quasi-totalité des organismes membres fondateurs de la Coalition sont venus défendre un mémoire lors des audiences du BAPE à Malartic. Présence qui a permis de présenter, encore une fois, le dossier Mines de l'Abitibi. Cette concertation entre la Coalition et le Comité de vigilance contribue à une mobilisation nationale. La Coalition (CQMM) devient un acteur majeur et incontournable dans le dossier Mines au Québec.

En octobre 2009, Amir Khadir qui a entendu parler du Comité de vigilance de Malartic, suite au projet gigantesque et sans précédent d'Osisko, nous invite et nous incite fortement à organiser un atelier sur les mines dans le cadre du Forum social qui se tient à Montréal. Conscient qu'il faut faire connaître le dossier en dehors de l'Abitibi si on veut que les députés s'en occupent et légifèrent sur une nouvelle Loi sur les mines, le Comité de vigilance accepte l'invitation. Je prendrai charge de l'organisation. Comme panélistes, nuls autres que Richard Desjardins, Amir Khadir de QS, Scott McKay du PQ, Christian Simard de Nature Québec. La salle est bondée et les journalistes sont présents attirés sans doute par le choix des panélistes. Un fait sans précédent, un journaliste et un caméraman de la télévision régionale de l'Abitibi ont été désignés pour couvrir l'événement. Du jamais vu. Le problème des mines est vraiment sorti de l'Abitibi et a traversé le parc La Vérendrye. Le débat ne portera

pas seulement sur le projet Osisko, mais les panélistes attaquent la vieille Loi sur les mines et en démontrent la portée et les injustices. Pour la première fois, plusieurs Montréalais présents réalisent que les problèmes d'exploration et d'exploitation minière les concernent aussi.

En décembre 2009, le gouvernement du Québec dépose le projet de loi 79 modifiant la Loi sur les mines qui date du siècle dernier. Le gouvernement est prêt à entendre tous les groupes et organismes intéressés en commission parlementaire qui se tiendra en mai 2010. Le Comité de vigilance y participera comme organisme ainsi que cinq membres à titre personnel. Des nombreux journalistes présents, plusieurs sont touchés par le récit des drames humains et des conséquences du projet Osisko sur la vie des citoyens et des citoyens. Une excellente couverture médiatique, notamment dans les journaux, alerte l'opinion publique.

Qui pourrait soupçonner que le Figaro de Paris, que la BBC s'intéresseraient à Osisko et à ce petit groupe de citoyens gaulois qui résistent à un géant.

L'année 2010 sera une année chargée de relations publiques et de couverture médiatique exceptionnelle pour le Comité de vigilance de Malartic. Chaque présence publique amène un nouvel appel. Qui pourrait soupçonner que le *Figaro* de Paris, que la BBC s'intéresseraient à Osisko et à ce petit groupe de citoyens gaulois qui résistent à un géant. Un autre appel viendra de l'équipe de Yan-Arthus Bertrand, le photographe écologiste français, réalisateur du film *Home*, souhaite venir nous rencontrer et témoigner de notre bataille contre le géant Osisko. Pour lui, il est inacceptable que, dans ce beau grand pays du Canada et du Québec, les lois permettent une mégamine à ciel ouvert en plein milieu urbain. La lutte du Comité de vigilance passera en *Prime Time* le 5 janvier et plus de 3,3 millions de Français le regarderont. Chose importante que j'apprendrai plus tard, de nombreux citoyens allemands l'ont vu et il s'avère que de très nombreux actionnaires d'Osisko sont des Allemands. Depuis ces événements, ce documentaire a été présenté à plusieurs reprises à la télévision. L'émission *La Facture* de Radio-Canada diffusera une partie de son entrevue (15 minutes) avec les membres du Comité de vigilance à la même période.

Les fêtes du nouvel An 2011 ne sont pas encore terminées que le coordonnateur de la Coalition *Pour que le Québec ait meilleure mine* me contacte à titre de personne-ressource du Comité de vigilance. Le village de Saint-Camille en Estrie a besoin de nous. Par un journaliste de la presse des affaires, les citoyens ont appris qu'une compagnie minière projette une mine à ciel ouvert dans leur patelin. C'est la consternation.

Rencontre d'urgence en janvier avec des membres du conseil et quelques citoyens du village. Discussions et plan d'action tiennent compte de l'expérience vécue à Malartic. Le Comité Mine de rien de Saint-Camille voit le jour. Pour moi, c'est la première mobilisation citoyenne qui met à l'épreuve l'envoi massif d'une lettre refusant l'accès à la minière sur une propriété privée. Village modèle, Saint-Camille dit non à une minière et il n'allait pas manquer d'attirer l'attention des journalistes. À peine un mois plus tard, un journaliste de la Gaspésie me contacte. Un projet minier s'annonce dans leur région; madame Nathalie Normandeau est leur députée. Les citoyens disent non et veulent savoir comment et quoi faire de façon légale pour se faire entendre.

En mars 2011, lors du 2e colloque Plan Nord-Plan Sud, un conférencier invité des HEC et impliqué dans la bataille des gaz de schiste témoigne que le travail du Comité de vigilance a ouvert la voie et montré le chemin de la résistance. Une opposition sans précédent s'est organisée sur les gaz de schiste tout le long de la vallée du Saint-Laurent. À l'occasion de ce même colloque, je rêvais à haute voix que si on ne parvenait pas à obtenir des modifications à la Loi sur les mines, on pouvait dès maintenant, par l'envoi de 5 000, 10 000 lettres déclarant le non-accès à la propriété aux compagnies minières détenant des titres miniers, bloquer des projets et forcer le gouvernement à bouger. De toute évidence, l'industrie minière ne resterait pas inactive et forcerait le gouvernement à légiférer si elle ne pouvait plus accéder aux terrains privés pour faire de l'exploration. Le projet de loi 79 venait alors de mourir de sa belle mort devant l'opposition quasi unanime de toutes les parties impliquées dans le dossier.

En avril 2011, avec le coordonnateur de la Coalition *Pour que le Québec ait meilleure mine*, comme personne-ressource du Comité de vigilance, c'est devant une église pleine à craquer, qu'à l'invitation du conseil municipal l'on se rend à Saint-Hyppolite dans les Laurentides. Un autre projet de mine à ciel ouvert s'est annoncé. Les villes de Sainte-Adèle et Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, aussi menacées, forment un front commun pour bloquer le projet. Le Comité *Pas de mine* voit le jour. Une autre opération de lettres de non-accès à la propriété privée envoyées à la compagnie et un blocus de la route auront raison du projet minier: il a reculé.

Un mois plus tard, Saint-Élie-de-Caxton est touché. Une opération de lettres de non-accès au terrain est vite déclenchée. Dans le pays de Fred Pellerin, les mines ne sont pas les bienvenues. Ce n'est pas ce genre de développement durable que le village a choisi.

Le gouvernement du Québec est maintenant pressé de toutes parts par la population touchée par les gaz de schiste et le pétrole. La population du Québec a enfin compris tout comme les citoyens touchés par les minières de l'Abitibi et de la Côte nord— depuis toujours — qu'elle est aux prises avec la vieille Loi sur les mines. Ce sont maintenant des milliers de personnes de toutes les régions du Québec qui réclament au gouvernement d'agir vite avec une nouvelle loi. Le projet de loi 14 sera déposé et une commission parlementaire en fera l'étude en août 2011. Cette fois-ci, le gouvernement n'ouvre pas la porte à tout le monde. Le Comité de vigilance de Malartic est le seul groupe de citoyens invité et entendu par les commissaires. Cependant, la Coalition QMM qui tient un camp minier devant l'Assemblée nationale, invite à s'y présenter des membres de plusieurs familles de toutes les régions du Québec touchées par les projets miniers, gaziers et pétroliers. Fort d'être le porte-parole de tous ces citoyens présents dans la salle, le Comité de vigilance de Malartic oblige donc les députés à entendre, lors de la présentation du mémoire du Comité de vigilance, l'un après l'autre, le nom de toutes les villes et villages touchés par les mines, les gaz de schiste et le pétrole. Le président

si on ne parvenait pas à obtenir des modifications à la Loi sur les mines, on pouvait dès maintenant, par l'envoi de 5 000, 10 000 lettres déclarant le non-accès à la propriété aux compagnies minières détenant des titres miniers, bloquer des projets et forcer le gouvernement à bouger.

Le dossier des Mines n'est plus le problème que de l'Abitibi et des régions minières. Il touche maintenant tout le Québec. Certes, tous les citoyens et les élus politiques ne voient pas les mêmes changements à y apporter, mais tous voient l'urgence de changer l'actuelle Loi sur les mines.

de la commission et le service de sécurité et d'ordre de l'Assemblée nationale ne peuvent empêcher les chauds applaudissements après la présentation du mémoire. Applaudissements totalement interdits dans cette salle. Députés et journalistes présents ont compris le message. À cet instant même, on peut mesurer tout le chemin parcouru par les citoyens de Malartic qui ont commencé leur bataille en août 2007. Ils ne vont pas s'arrêter là. La minière Osisko et l'industrie ont bien mal évalué la force de cette résistance.

En septembre 2011, l'enregistrement d'une émission à la programmation des *Francs-tireurs* était diffusé à Télé-Québec, soit l'épisode 347, avec le Comité de vigilance et le Regroupement des citoyens du quartier sud de Malartic. Cette émission diffusée à de nombreuses reprises à Télé-Québec est regardée par des dizaines de milliers de Québécois et de Québécoises

En septembre 2011, Richard Desjardins et Robert Monderie font la manchette dans plusieurs premières pages avec *Trou story*. Des membres du Comité de vigilance y sont mentionnés. Lors de la projection en première mondiale, à la sortie du théâtre du Cuivre à Rouyn-Noranda, une manifestation est organisée conjointement par le Regroupement des citoyens du quartier sud, le Comité de vigilance de Malartic et la Coalition QMM. Un film n'attendant pas l'autre, Simon Plouffe, un jeune cinéaste originaire de l'Abitibi sortira aussi en septembre 2011 le film *l'Or des autres*. Depuis sa sortie, ce film a pris l'affiche

dans plusieurs festivals aux États-Unis, en Europe et dans plusieurs villes et villages du Québec touchés par des projets miniers. Présenté à *Zone doc* de Radio-Canada, le 31 août dernier, il figure, en octobre, à l'agenda de RDI. Presque tous les personnages du film de Simon Plouffe sont des membres du Comité de vigilance. Puis, comme si tous les cinéastes s'étaient donné le mot, le film de Nicolas Paquet, *la Règle d'or*, sort en décembre 2011 à Montréal. Il en est question à RDI dans une émission sur l'économie. Ce film porte aussi sur Osisko à Malartic et analyse la réaction citoyenne qui va de l'enchantement du début d'Osisko à la désillusion et au désenchantement. Le Comité de vigilance y est fort bien représenté.

Demandes d'informations ou de coups de main suivent chaque sortie de film ou reportage. La conjonction et l'addition de toute cette couverture médiatique sans précédent des deux dernières années provoquent une vraie mobilisation citoyenne à la grandeur du Québec.

En février 2012, lors d'une réunion de la Coalition QMM à laquelle assistait Dominic Champagne venu nous présenter son projet de rassemblement à Montréal, le 22 avril, j'apprends que la mobilisation citoyenne des gaz de schiste a utilisé 22 000 fois la mise en demeure de nonaccès à une propriété privée que j'avais préparée pour mes besoins personnels face à une compagnie minière venue tirer des lignes sur ma propriété sans aucune permission et en mon absence. Après Saint-Camille, Saint-Hyppolite, Sainte-Adèle, la péninsule gaspésienne, Sait-Élie-de-Caxton, c'est toute la vallée du St-Laurent qui l'avait utilisée. La réalité avait largement dépassé mon rêve exprimé à haute voix en mars 2011.

Les membres du Comité de vigilance, lors de leur première rencontre en août 2007, n'auraient jamais pu imaginer cinq ans plus tard une mobilisation et une sensibilisation semblables. Dorénavant, leurs préoccupations face à l'industrie minière toute puissante et riche, privilégiée par une loi qui les place au-dessus de tous, font partie des préoccupations de millions de Québécois.

Chaque mois, de nouvelles demandes d'aide et de support affluent : février 2012 des gens de Saint-Honoré au Saguenay s'inquiètent ; mars 2012 face au projet Wasamac à Évain en Abitibi, un comité de citoyens s'organise ; juin 2012 le projet Arnaud près de Sept-Îles fera naître un autre comité de citoyens. Un immense réseau de solidarité se bâtit dans tout le Québec.

Conclusions : suis-je optimiste devant le dossier Mines et toute la mobilisation ?

J'ai 100 000, 200 000, 400 000 raisons d'être optimiste. Jamais en août 2007 quand j'ai accepté d'agir comme personne-ressource pour un groupe de personnes à Malartic devenu par la suite le Comité de vigilance, je n'aurais pu deviner ce qui allait se passer par la suite. Personne ne pouvait le prévoir.

Je suis allée faire mes études en droit en 1978 parce que j'étais choquée de voir comment un dossier s'était terminé pour des citoyens que j'accompagnais dans leur lutte contre la mine East Malartic (site actuel d'Osisko). J'étais persuadée, à tort ou à raison, que si j'avais été avocate dans ce dossier, les choses se seraient terminées autrement pour les citoyens.

Étrangement, ma pratique du droit ne m'a aucunement dirigée vers les mines. Je suis devenue une spécialiste en droit de la personne, en droit matrimonial et protection de la jeunesse particulièrement avec une clientèle autochtone. Pour moi, le travail quotidien d'avocate, c'est le contraire

du travail de militante, de mobilisation et de solidarité, car le rôle de l'avocate, c'est de régler un cas individuel et son action se termine là.

Dans le mémoire personnel que j'ai présenté devant le BAPE sur le projet Canadian Malartic (projet Osisko) à Malartic en avril 2009, j'ai longuement expliqué pourquoi cet engagement et ce mémoire représentaient pour moi un devoir moral et de mémoire.

Comment ne pas être optimiste en septembre 2012 ? Le dossier des Mines n'est plus le problème que de l'Abitibi et des régions minières. Il touche maintenant tout le Québec. Certes, tous les citoyens et les élus politiques ne voient pas les mêmes changements à y apporter, mais tous voient l'urgence de changer l'actuelle Loi sur les mines. Il existe maintenant une préoccupation réelle de veiller à plus de respect pour les droits des citoyens et il se dégage un consensus général pour que la richesse non renouvelable de notre sol profite davantage à tous les Québécois.

Des journalistes fouillent maintenant le dossier et le suivent de près. Le dossier Mines a voyagé jusqu'à Québec et les députés ne peuvent plus l'ignorer... peu importe le parti au pouvoir aujourd'hui ou demain. Des centaines de milliers de Québécois ont vu sur leur écran des citoyens témoigner des drames humains et économiques vécus à cause de compagnies minières et leurs mégaprojets à ciel ouvert. Ces mêmes Québécois font maintenant le lien avec les nouvelles qui leur parviennent du comportement des minières canadiennes en Amérique du Sud et en Afrique. Ce n'est plus un reportage parmi tant d'autres.

Les membres du Comité de vigilance de Malartic ont travaillé fort et travaillent encore très fort. Certains sont fatigués, certains sont encore en deuil de leur passé. Je m'en voudrais ici de ne pas souligner qu'un membre du Comité de vigilance, musicien de formation, a traduit toute sa douleur et son deuil dans un magnifique poème symphonique joué en première mondiale en 2011 par l'orchestre symphonique de l'Abitibi-Témiscamingue. Le Comité de vigilance continue son engagement, car la bataille en vaut la peine et il ne se sent plus seul. Non, il n'y aura pas de statu quo dans le dossier Mines au Québec. Les choses doivent et vont changer. Les membres du Comité de vigilance n'auront jamais la prétention de s'attribuer toute cette mobilisation citoyenne. Cependant, il est fort à parier que jamais ni Osisko ni l'industrie minière n'avaient prévu que cette petite résistance citoyenne à Malartic, allait devenir une bougie d'allumage majeure dans le dossier Mines au Québec. Si David n'a pas vaincu Goliath à Malartic, il aura permis de secouer l'empire de Goliath au Québec.

Pour ma part, j'ai fait le deuil de ma ville. Malartic, c'est une ville sacrifiée à l'industrie minière. Mais ce sacrifice n'aura pas été vain ni inutile. Il aura permis, par la démesure totale de ce projet sans précédent, de mettre en lumière l'aberration de l'actuelle Loi sur les mines quant au pouvoir qu'elle concède à l'industrie. Il aura mis en lumière les failles et l'incapacité légale et réglementaire de contrôler adéquatement un mégaprojet minier. Présentement Osisko fait l'objet de deux enquêtes. Les projecteurs que le Comité de vigilance met et continuera de mettre sur le projet Osisko et sur les lois qui sont censées l'encadrer ne sont pas prêts de s'éteindre.

Les Québécois ont rendez-vous avec l'histoire quant au dossier Mines au Québec. Le Comité de vigilance demeure au rendez-vous... et vous, y serez-vous ?

En terminant, quand je regarde le travail des membres du Comité de vigilance, je ne peux que rappeler une sage parole de Margareth Mead :

Ne mettez jamais en doute le fait qu'un petit groupe de citoyens réfléchis puisse changer le monde. En fait, c'est la seule façon de changer les choses.

Table ronde

Le « printemps érable » : et maintenant ?



MAXIME BOUCHER, FRANCE LABRIE, MARCO VEILLEUX ET L'ANIMATRICE DU CONGRÈS, MICHÈLE ASSELIN

MAXIME BOUCHER, RAJE citoyenne (Rassemblement de la jeunesse citoyenne)

Pour moi, faire place à la mobilisation, c'est peut-être tenter de répondre à la question philosophique : qu'est-ce qu'on fait ici dans le monde ? Et permettre à d'autres de pouvoir se poser la même question.

Mon bilan du printemps... entre espoir et crainte... Quand je pense à ce que Martin Movilla disait hier des mobilisations en Amérique latine, il parlait d'un crescendo qui n'est pas arrivé par hasard. C'est la même chose ici. Il y a eu, en 2004-2005, le Collectif pour un Québec sans pauvreté qui a créé le carré rouge pour symboliser les politiques néolibérales qui nous mettent dans le rouge. La mobilisation étudiante de 2005 a repris ce symbole contre les coupures de 103 millions aux prêts et bourses. C'est là que j'ai goûté au militantisme. Au printemps passé, on a atteint des sommets dans les mobilisations. Du jamais vu encore.

FRANCE LABRIE, JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne)

Une chose qui est ressortie du printemps érable, c'est qu'au printemps, on sème. Il y a des bourgeons qui mûrissent au printemps. Pendant le printemps érable, des jeunes se sont politisés, sont devenus conscients de leur réalité et de leur pouvoir. Quand on s'ouvre les yeux, il est difficile de les fermer par la suite.

Ce que j'ai vu pendant la grève étudiante, ce sont des jeunes qui sont polyvalents, des jeunes qui sont créatifs, des jeunes qui savent s'organiser aussi et surtout des jeunes qui ont des rêves. J'espère bien qu'on va continuer à rêver ensemble.

MARCO VEILLEUX, Centre Justice et Foi – Apostolat social des jésuites

Je me dis parfois que les chrétiens de la base engagés socialement manquent peut-être un peu d'audace pour nommer publiquement les liens qu'ils font entre leur foi et leurs solidarités avec les mouvements sociaux et de droits humains auxquels ils participent. Une audace non pas pour « fanfaronner », ou par prosélytisme mais simplement pour partager et humblement proposer leur part d'espérance, de souffle, d'horizon de sens aux mobilisations si exigeantes et souvent « essoufflantes » que nous partageons avec d'autres.

Alors oui, en plein désordre mondial, et au cœur de toutes ces mobilisations — qui sont, pour les croyants et les croyantes, des signes des temps à lire et à interpréter — il y a place pour des paroles et des gestes enracinés dans « le mouvement de l'Évangile », des paroles et des gestes qui osent conjuguer, humblement mais aussi explicitement, foi et justice ; sagesse des traditions religieuses et luttes sociales.

EN PLEIN DÉSORDRE MONDIAL



PLACE AUX MOBILISATIONS

En plein désordre mondial, place aux mobilisations

Bibliographie

- AMIN, Samir, *Monde arabe : Le printemps des peuples ?*, Le temps des cerises, 2011
- ARIÈS, Paul, *Le socialisme gourmand. Le bien-vivre : un nouveau projet politique*, La Découverte, 2012
- AYARI, M.B. et GEISSER, V., *Renaissances arabes*, Les éditions de l'Atelier, Paris, 2011
- BATTESTI, Vincent, IRETON, François (dir.), *L'Égypte au présent. Inventaire d'une société avant révolution*, Arles, Actes Sud, 2011
- BELLO, Walden, *La démondialisation – Idées pour une nouvelle économie mondiale*, Éditions du rocher, 2011
- COCHET, Yves, DUPUY, Jean-Pierre, GEORGE, Susan et LATOUCHE, Serge, *Où va le monde ? 2012-2022 : une décennie au devant des catastrophes*, Les petits livres, n° 81, Éditions Mille et une nuits, février 2012
- DE KONINCK, Rodolphe, *Profession géographe*, Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2008
Malaysia, la dualité territoriale, Belin, Paris, 2007
Singapour, la cité-État ambitieuse, Belin, Paris, 2006
avec J.-F. Rousseau, *Les poids du monde : Évolution des hégémonies planétaires*, PUQ, Québec, 2006
avec Guy Dorval, Jacques Charlier, Danielle Charlier-Vanderschraege, *Le Grand Atlas du Canada et du monde*, De Boeck/ERPI, 2^e édition, Bruxelles/Montréal, 2006
- L'Asie du Sud-Est*, Armand Colin, 2^e édition, Paris, 2005
- Le Monde à la carte*, Presses Inter Universitaires, 5^e édition, Québec, 2004
- ÉLIE, Bernard et VAILLANCOURT, Claude, *Sortir de l'économie du désastre - Austérité, inégalités, résistances*, M Éditeur, collection : Mobilisations
- FALARDEAU, Pierre, *Un très mauvais ami. Lettres traduites et présentées par Jean-François Nadeau*, Lux Montréal, 2011
- FILIU, Jean-Pierre, *La révolution arabe : Dix leçons sur le soulèvement démocratique*, Fayard, 2011
- HARMAN, Chris, *Une histoire populaire de l'humanité. De l'âge de pierre au nouveau millénaire*, Éditions La Découverte, 2012
- HESSEL, Stéphane, *Engagez-vous ! Entretiens avec Gilles Vanderpooten*, Éditions de l'aube, La Tour d'Aigues, 2011
Indignez-vous, Éditions Indigène, Montpellier, 2011
- LANGOUËT, Gabriel, *Les inégalités entre États et populations de la planète. Trop c'est trop !*, L'Harmattan, coll. Éducation comparée, Paris, 2011
- MAALOUF, Amin, *Le dérèglement du monde*, Grasset, 2009
- MAUCOURANT, Jérôme, *Avez-vous lu Polanyi ?*, Flammarion, coll. Champs, Paris, 2011
- MILLET, Damien et TOUSSAINT, Éric, *AAA. Audit. Annulation. Autre politique*, Seuil, Paris, 2012
- ORESQUES, Naomi et CONWAY, Erick M., *Les marchands de doute*, Le Pommier
- ZIZEK, Slavoj, *Pour défendre les causes perdues*, Flammarion, Paris, 2012

Bibliographie (suite)

REVUES

Alternatives internationales, *Avoir 20 ans en temps de crise. Le désespoir ou l'indignation*, n° 54, mars 2012

L'État de la mondialisation, n° 010, hors série 2012

Alternatives sud, *Le « printemps arabe » : un premier bilan*, Points de vue du Sud, coordonné par Bichara Khader, Centre Tricontinental, Volume 19-2012/2, Belgique

Manière de voir, *Les révolutions dans l'histoire*, n° 118

Relations, *La Force de l'indignation*, n° 747, mars 2011

Notre démocratie, fiction ou réalité, n° 756, mai 2012

SITES INTERNET

Coop média de Montréal	montreal.mediacoop.ca/fr
Egypt Independent	www.egyptindependent.com
InfoSyrie	infosyrie.fr
Revue Relations	www.cjf.qc.ca/fr/relations
The Independent	independent.co.uk
Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante	(CLASSE) www.bloquonslahausse.com/la-classe
Fédération étudiante collégiale du Québec	fecq.org
Fédération étudiante universitaire du Québec	feuq.qc.ca
Occupons Montréal	www.occupons-montreal.org
Occupons Québec	occuponsquebec.org
Plus de 10 000 films accessibles (documentaires, courts métrages)	
Films for Action	www.filmsforaction.org

Ce congrès a été réalisé
grâce à l'appui financier
des sociétaires de L'Entraide missionnaire
et des organismes suivants :



**Développement
et Paix**



FÉDÉRATION
INTERPROFESSIONNELLE
DE LA SANTÉ DU QUÉBEC



L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE

433, BOUL. SAINT-JOSEPH EST, MONTRÉAL QC H2J 1J6

TÉL. : 514-270-6089 COURRIEL : SECRETARIAT@LENTRAIDEMISSIONNAIRE.ORG

WWW.LENTRAIDEMISSIONNAIRE.ORG